

AFRIQUE

Les 26 qui feront
l'année 2026

ROMUALD WADAGNI

**Prêt à
gouverner**

Cité par plusieurs magazines dont Impact Business comme « une personnalité influente africaine en 2025 », le Béninois Romuald Wadagni, Ministre d'État, chargé de l'Économie et des Finances est le dauphin du Président Patrice Talon. L'homme a patiemment appris les codes du pouvoir auprès d'un patron rigoureux et qui a fait des résultats exceptionnels.

Since 1974

SOROUBAT...

l'Expérience pour construire demain

www.groupe-soroubat.com

ENTREPRISE CERTIFIEE



TUNISIE : 34, 36 Avenue de la Gare 2014 Mégrine Riadh - Tunis
BENIN : 57 Immeuble SOROUBAT, Rue 12117 Boulevard de la Marina - Cotonou
contact@soroubat.bj



L'ACIER CERTIFIÉ QUI CONSTRUIT L'AVENIR



NOS FAMILLES DE PRODUITS



POINTES



TÔLES



BÉTONNIÈRE



CONSTRUCTION
MÉTALLIQUE



FILS DE FER



PRODUITS
DE SOUDURE

NOS FERS À BÉTON

FE400 - FE500

MADE IN BENIN

IMPORTÉ

Aux normes Internationales



Certifiée
ISO 9001 : 2015

RÉSEAUX SOCIAUX



SIAB SA

ADRESSE

Pk16 Route de Porto-Novo
Djeffa Sémé-Podji, Bénin

CONTACTS

+229 01 9446 7070 / 7171
siab@siab-benin.com



CONSTRUISONS

**SOLIDE &
DURABLE**

Sommaire



05 Éditorial

07 En brèves

Développement

09 Nouveau gouvernement ivoirien : 34 ministres au service de la relance et des projets structurants

10 Dakar Métropole Internationale 2050 : Une vision urbaine ambitieuse aux multiples défis

15 Tchad Connexion 2030 : La BID renforce son engagement aux côtés de N'Djamena

Banque et Finances

17 De BICIS à SUNU Bank : La mue d'un acteur bancaire stratégique

Spécial Bénin

20 PDI-CVA : Vers une production agricole durable et compétitive au Bénin

23 Bénin : Patrice Talon ou la gouvernance par les résultats

32 Dr Gérard SOKÈGBÉ, macroéconomiste : « L'attractivité fiscale du Bénin bénéficie davantage aux investisseurs étrangers et aux grandes entreprises qu'aux PME locales »

41 Romuald Wadagni : Itinéraire d'un successeur désigné

Personnalités

51 Classement IMPACT BUSINESS : Les 26 qui feront l'Afrique en 2026

Tableau de Bord

64 Sommet Afrique-France : L'heure du rééquilibrage

Champions du mois

66 Alain, Cyrille et William NKONTCHOU: Trois frères dans la haute finance

Ports & Aéroports

70 Transport aérien : L'Éthiopie bâtit le plus grand aéroport d'Afrique

Mines et Industrie

73 Champ pétrolier de Sèmè : Les enjeux économiques du retour du Bénin

Agriculture

75 Filière cacao : Lumière sur un secteur prometteur pour l'économie béninoise

Zone Franche

78 À l'heure et à l'ère des champions nationaux

DIRECTION

Président Directeur Général
Léon Anjorin KOBOUDE

Directeur du Développement
Conseiller Spécial de l'éditeur, Contributeur
Noël YAO

Directrice Commerciale - Stratégie & Relations Clients
Séphora Laurie ADOMOU

RÉDACTION

Directeur de la Publication
Mamadou Lamine DIATTA

Directeur des Rédactions, Chargé des Suppléments
Josué Blaise MBANGA KACK

Directeur Éditorial
Eric CHINJE

Conseiller Editorial

Jean Victor NKOLO

Rédactrice en Chef
Ronie Floride AGAMMA

Secrétaire de Rédaction
Jesdias LIKPETE

Direction artistique / Maquette
Isidore Cossi AZA

IMPACT BUSINESS est édité

par
MINDO CONSULTANTS,
imprimé à 10.000
exemplaires

Tél : 00229 0197304383
Whatsapp : 0033 651154655
Maro militaire, rue 203,
proche Bâtiment, Cotonou



La transformation irréversible

Ce matin du 7 décembre 2025, la mauvaise nouvelle s'est répandue rapidement dans la ville de Cotonou, jusque dans les villages du Bénin profond, et même au-delà des frontières. Pourtant, en quelques heures, l'Armée béninoise, avec l'appui de ses partenaires, a mis en déroute le groupuscule de mutins engagé dans cette manœuvre de coup d'État. Le pays venait d'échapper à une aventure dangereuse. Surtout, il a refusé de renouer avec son ancien statut d'« enfant malade de l'Afrique de l'Ouest », celui d'un Bénin marqué, dans les années 60 et 70, par une instabilité politique extrême et une succession de coups d'État militaires. La mobilisation populaire des organisations civiles et politiques face à ce coup d'État déjoué apporte une démonstration claire. Le renversement d'un régime démocratiquement élu ne peut pas être une réponse à une crise politique, s'il y en a une. Dans une Afrique de l'Ouest confrontée au terrorisme et à des tensions institutionnelles, le Bénin vient d'envoyer un signal fort. Le pays a progressé dans son apprentissage démocratique et se tourne désormais vers un défi tout aussi décisif, celui du progrès économique.

Sans minimiser les acquis des équipes précédentes, il faut reconnaître que Patrice Talon, depuis 2016, a relevé le niveau d'ambition avec une vision dont les résultats deviennent visibles. Le Bénin est plus

présent sur la carte touristique africaine, et il gagne également en crédibilité dans les classements des institutions économiques et financières. En somme, la signature du Bénin inspire davantage de confiance et sa parole est mieux considérée.

À l'intérieur du pays, les défis restent nombreux, malgré un bilan jugé solide dans la construction d'infrastructures. Dans un contexte international traversé de crises, le pays montre une résilience appréciable. Avec une administration plus digitalisée et des réformes importantes en matière de gouvernance, le Bénin consolide progressivement les fondations d'un développement durable.

Sur ce chemin du développement, la transformation avance pas à pas, portée par des efforts dans l'éducation, la protection sociale et la santé. Le parcours demeure long et les Béninois doivent garder du souffle pour tenir le pari. Cet engagement implique surtout de tourner le dos aux vieux démons des coups d'État, afin d'assurer la continuité, la stabilité et la constance dans la transformation.

SEMESTRE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Offrez-vous le Pack Diagnostic Stratégique RSE !


**Débloquez de nouvelles
opportunités pour votre entreprise.**



+229 01 97 30 43 83



contact@mindo-consultants.com



mindo-consultants.com

Marchés financiers

Le Bénin inaugure sa première émission internationale de sukuk



Le 22 janvier 2026, le Bénin est devenu le premier émetteur souverain africain de l'année à accéder aux marchés internationaux à travers une double opération innovante. Le pays a procédé à sa toute première émission internationale de sukuk, levant 500 millions de dollars sur une maturité de sept ans, avec un coupon de 4,92 % libellé en euros grâce à un mécanisme de couverture de change. En parallèle, il a rouvert un eurobond existant arrivant à échéance en 2038, pour un montant de 350 millions de dollars, assorti d'un coupon de 6,19 %, également en euros. Ces émissions, promues auprès des plateformes financières du Golfe et de la place londonienne, ont suscité un engouement exceptionnel. Le livre d'ordres a dépassé 7 milliards de dollars, soit une sursouscription de plus de huit fois, traduisant la forte confiance des investisseurs internationaux. Dans un contexte de marchés pourtant volatil, le Bénin est parvenu à obtenir des conditions de financement avantageuses, inférieures aux niveaux observés sur le marché secondaire. Cette opération devrait couvrir une part significative des besoins de financement de l'année 2026 et consolide la position du pays comme émetteur souverain innovant au sein des économies émergentes.

Angola

Sonangol sécurise 1,75 milliard de dollars pour ses opérations

La compagnie pétrolière nationale angolaise, Sonangol, a obtenu un financement syndiqué de 1,75 milliard de dollars. Cette facilité, structurée et arrangée par la Banque africaine d'exportation et d'importation (Afreximbank), vise à soutenir ses besoins opérationnels ainsi que ses programmes d'investissement. Conçue comme un modèle de financement innovant, piloté par des institutions africaines, cette transaction permet d'atténuer les risques liés à la volatilité des prix du pétrole. Elle a pour objectif de renforcer les capacités d'exportation de Sonangol, contribuant ainsi à la sécurisation des revenus en devises

de l'Angola.

Selon Afreximbank, cet appui stratégique doit soutenir la souveraineté énergétique et macroéconomique du pays. À plus long terme, il ambitionne de catalyser l'industrialisation et la création de valeur ajoutée au sein de l'économie nationale, en cohérence avec l'objectif d'accroître la part de l'Afrique dans le commerce mondial des matières premières stratégiques.



Côte d'Ivoire

Adama Coulibaly reconduit au gouvernement



Le Président Alassane Ouattara a dévoilé, le 23 janvier 2026, la composition du nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Robert Beugré Mambé. Dans cette équipe largement reconduite, Adama Coulibaly conserve son portefeuille de Ministre des Finances et du Budget. Mieux, il a été renforcé

du portefeuille de l'économie. Économiste chevronné, reconnu pour sa rigueur et son expertise en matière de gestion publique, Adama Coulibaly s'est distingué par sa capacité à conduire des réformes financières ambitieuses et à renforcer la crédibilité économique de la Côte d'Ivoire. Sa reconduction traduit la volonté du chef de l'État de s'appuyer sur un homme de confiance, doté d'une solide expérience et d'un sens aigu des responsabilités. Le ministre a réaffirmé son engagement à travailler étroitement aux côtés du Président Ouattara pour relever les défis économiques majeurs du pays.

Coopération économique

Le Ghana et la Chine signent un accord de 30 millions de dollars

Le gouvernement ghanéen et la République populaire de Chine ont conclu, le mardi 20 janvier 2026, un accord financier d'un montant de 30 millions de dollars destiné à soutenir la construction d'une université à Damengo, une localité du Ghana. L'accord a été paraphé par le ministre ghanéen des Finances, Cassiel Ato Forson, et l'ambassadeur sortant de Chine auprès du Ghana, H.E. Tong Defa, selon une annonce officielle du ministère des Finances. Cet engagement s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques bilatérales entre les deux pays. Pour les autorités ghanéennes, ce partenariat illustre à la fois la volonté d'investir dans le développement du capital humain et la recherche de mécanismes financiers mieux adaptés pour sécuriser et optimiser les échanges commerciaux avec l'un de leurs principaux partenaires économiques. Toutefois, il ravive le débat sur l'utilisation des monnaies locales dans les échanges commerciaux entre le Ghana et la Chine.



Afrique

Les entreprises ont mobilisé 3,8 milliards de dollars en 2025

Les entreprises africaines ont levé 3,8 milliards de dollars en 2025, en hausse de 32 % en valeur et de 8 % en nombre d'opérations par rapport à 2024. C'est ce qu'indique le Rapport sur l'investissement en Afrique 2025, publié par Briter. Cette progression traduit une reprise mesurée après le ralentissement observé en 2022-2023, dans un contexte marqué par une plus grande sélectivité des investisseurs. Les financements demeurent concentrés en Afrique du Sud (32 %), au Kenya (29 %), en Égypte (15 %) et au Nigeria (8 %). La fintech reste le secteur le plus attractif en termes

de volumes levés, tandis que les solutions climatiques, en particulier l'énergie solaire, affichent la plus forte dynamique de croissance. Le rapport met également en évidence une diversification des sources de capitaux et des instruments financiers, en dépit de déséquilibres persistants, notamment en matière de genre.



Notation financière

Afreximbank rompt sa relation avec Fitch Ratings pour la notation de son crédit

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a officiellement mis fin, le vendredi 23 janvier 2026, à sa relation avec l'agence de notation financière américaine Fitch Ratings concernant l'évaluation de son crédit. Cette décision fait suite à un désaccord entre les deux institutions sur les méthodes d'analyse employées. L'établissement, considéré comme un acteur clé du financement du commerce intra-africain, estime que la notation attribuée par Fitch Ratings « ne reflète plus une bonne compréhension de son accord constitutif, de sa mission et de son mandat ». Afreximbank souligne que son profil d'activité demeure solide, soutenu par des relations étroites avec ses actionnaires ainsi que

par les protections juridiques prévues dans son accord constitutif, signé et ratifié par ses États membres. Depuis plus de 30 ans, la banque met en place des structures financières innovantes afin de proposer des solutions de financement visant à transformer la structure du commerce africain, à accélérer l'industrialisation et à renforcer les échanges intrarégionaux, contribuant ainsi à l'expansion économique du continent. Toutefois, l'institution précise qu'elle bénéficie actuellement des notations suivantes : A par GCR International Scale, Baa2 par Moody's, AAA par China Chengxin International Credit Rating Co., Ltd (CCXI), A- par Japan Credit Rating Agency (JCR) et BBB par Fitch Ratings.



Nouveau gouvernement ivoirien

34 ministres au service de la relance et des projets structurants

Le Premier ministre ivoirien Robert Beugré Mambé a dévoilé vendredi 23 janvier 2026 la composition de son nouveau gouvernement, quelques mois après la présidentielle d'octobre 2025. Cette équipe, légèrement élargie à 34 membres et marquée par la création d'un poste de vice-Premier ministre, se mobilise autour du Programme national de développement 2026-2030.

► Par Ambroise AMETOWONA

La nouvelle configuration gouvernementale entraîne plusieurs changements majeurs de portefeuilles. Ibrahim Kalil Konaté, jusque-là chargé de la Transition numérique et de la Digitalisation, devient ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat. Souleymane Diarrassouba hérite du ministère du Plan et du Développement, tandis que Nialé Kaba, précédemment en charge de l'Économie, prend la tête du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Le gouvernement enregistre également cinq entrants et quatre sortants, dont

Kobenan Kouassi Adjoumani, ancien ministre d'État chargé de l'Agriculture et du Développement rural.

Certaines figures demeurent en poste. Il s'agit notamment du général Vagondo Diomandé, qui conserve le ministère de l'Intérieur, de Françoise Remarck, maintenue à la Culture et à la Francophonie, et de Jean Sansas Kambilé, reconduit à la tête de la Justice.

Également maintenu à son poste, le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, voit son portefeuille élargi avec l'ajout de la tutelle de l'Économie.

Lors de la première réunion de

cette nouvelle équipe, présidée samedi 25 janvier au Palais de la Présidence, le Premier ministre a souligné la priorité accordée aux résultats et à la qualité du service rendu aux citoyens. « Le gouvernement travaillera à définir les livrables concrets par ministère, de sorte à faciliter le suivi des projets devant concourir à leur réalisation », a-t-il indiqué. Le président Alassane Ouattara a rappelé, quant à lui, les priorités : assurer la sécurité et la cohésion nationale, accélérer l'accès aux services essentiels et poursuivre la dynamique de développement, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'électricité.



Des artères de la ville de Dakar

Dakar Métropole Internationale 2050

Une vision urbaine ambitieuse aux multiples défis

À travers la vision « Dakar Métropole Internationale 2050 », les autorités sénégalaises entendent redonner à la capitale son lustre d'antan. Une ambition majeure, évaluée à cinq mille milliards de FCFA sur vingt-cinq ans.

► Par Bacary DABO

Lancée le mardi 2 septembre 2025, la vision prospective « Dakar Métropole Internationale 2050 » vise à transformer Dakar en une ville futuriste. Ce vaste programme de modernisation et de réorga-

nisation prévoit la création de grands parcs métropolitains, la réhabilitation de sites comme Hann, Technopole et Keur Massar, la protection du littoral contre l'érosion côtière, ainsi que la promotion de la mobilité douce et des transports propres,

notamment les bateaux-taxis et le téléphérique Dakar-Gorée. Dans son esprit, « Dakar Métropole 2050 » ambitionne également de corriger les déséquilibres territoriaux, de renforcer l'attractivité du pays et d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

« Dakar ville verte ne sera pas un slogan, ce sera une réalité végétalisée, respirable et vivable », a souligné Ousmane Sonko, chef du gouvernement sénégalais, lors de la cérémonie de lancement.

Impact économique, social et environnemental

Dakar concentre 60 % de la richesse nationale sur seulement 0,3 % du territoire, un déséquilibre qui constitue à la fois une force et une fragilité. Pour l'urbaniste Oumar Ba, ancien conseiller à la présidence, l'enjeu économique consiste à transformer une métropole saturée en moteur fluide de croissance, capable d'attirer les investissements et de générer des emplois qualifiés.

Sur le plan social, rappelle-t-il, une métropole n'a de valeur que si elle ne laisse personne de côté. Dakar ne doit pas devenir « une vitrine brillante au milieu d'un océan de précarité ». Selon lui, l'avenir se joue dans la transformation des banlieues-dortoirs en territoires productifs, dotés de services, d'activités et de nouvelles centralités pour réduire la pression sur le Plateau.

Échelles territoriales et enjeux de gouvernance

La gouvernance métropolitaine demeure l'un des nœuds du problème. Entre la Ville de Dakar et ses 19 communes d'arrondissement, le Département, la Région et une Métropole qui déborde déjà vers Diamniadio et Thiès, les périmètres administratifs s'entrecroisent. Pour Oumar Ba, cette superposition risque de produire un « mille-feuille administratif » contre-productif.

Il constate également que la forme administrative du futur

pôle-territoire reste indéterminée. Or, insiste-t-il, une métropole ne se définit pas par des frontières mais par une réalité vécue. En conséquence « il faut donc clarifier la géométrie institutionnelle, sinon 2050 restera une belle affiche sans contenu », avertit-il. La région dakaroise compte à elle seule 59 collectivités locales, soit un dixième du total national, ce qui en fait selon lui l'une des métropoles les plus fragmentées d'Afrique. Une situation difficilement compatible avec les besoins d'une

gouvernance intégrée capable de piloter les enjeux de mobilité, d'assainissement, de sécurité et de développement économique.

Principaux défis urbains de Dakar

Pour Oumar Ba, Dakar ne doit pas devenir « la capitale mondiale des embouteillages ». Il appelle à passer d'une métropole subie à une métropole choisie, en repensant la mobilité à travers le renforcement du TER, le déploiement des BRT, le déve-

Oumar Ba, urbaniste et ancien conseiller à la présidence du Sénégal





loppement des modes doux et meilleure organisation de la logistique urbaine.

En matière d'urbanisme, il considère le renouvellement urbain comme l'enjeu central. Il ne s'agit pas d'effacer les quartiers populaires mais de les revitaliser à travers de nouveaux équipements, une densité maîtrisée et la préservation du patrimoine historique de l'ancienne capitale de l'AOF ainsi que des communes de Gorée et Rufisque. Avec plus de 100 000 nouveaux habitants chaque année, la question du logement reste entière.

La sécurité et la solidarité territoriale apparaissent également comme des piliers indispensables. Pour lui, les différentes composantes de la métropole, quartiers aisés comme récents, communes centrales comme

villes périphériques, doivent fonctionner dans une logique de coopération plutôt que de concurrence. La correction du déficit d'équité territoriale est, selon lui, la condition pour relever les défis structurels tels que la gestion des déchets, la pollution, les inondations et la cohésion sociale.

Coûts et faisabilité économique

La matérialisation de la vision « Dakar Métropole 2050 » nécessitera des financements considérables. Face à la faiblesse des budgets locaux, l'État devra jouer un rôle moteur. Mais, souligne Oumar Ba, une métropole ne peut dépendre indéfiniment du soutien central. Il préconise de capter la valeur foncière générée par les projets, de moderniser la fiscalité locale et de

développer de véritables partenariats public-privé. Il recommande également de mobiliser les financements internationaux liés au climat.

Selon lui, le risque serait de multiplier les projets vitrines sans résoudre les problèmes quotidiens des habitants. Pour Oumar Ba, la vision Dakar 2050, « c'est penser la métropole non pas pour demain, mais pour après-demain ». Mais, ajoute-t-il, l'essentiel se joue dès aujourd'hui, car l'avenir de Dakar ne dépend pas seulement de ses nouvelles infrastructures, mais aussi de ses quartiers populaires. « Dakar doit devenir une métropole mondiale, mais aussi profondément africaine et inclusive, être en même temps dans le global et le domestique ».

Coopération économique

L'APIEx Bénin renforce ses partenariats en Côte d'Ivoire et au Nigeria

Afin de mieux accompagner les entreprises béninoises vers les marchés étrangers, le directeur général de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations du Bénin (APIEx) a engagé, depuis le 21 janvier 2026, une mission africaine de benchmark. Cette initiative vise à renforcer la coopération économique régionale et à promouvoir les investissements entre États.

► Par Ronie Floride AGAMMA

La mission africaine de benchmark de l'APIEx Bénin commence à produire des résultats concrets. En Côte d'Ivoire, le directeur général de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations du Bénin, Éric Akoute, a signé, le 21 janvier 2026, un protocole d'accord (MoU) avec le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI). Cet accord vise à formaliser et à renforcer la coopération institutionnelle entre les deux pays en matière de promotion et de facilitation des investissements. La signature de ce partenariat traduit une ambition commune de bâtir une coopération africaine pragmatique, orientée vers l'impact économique, la création de valeur et la transformation structurelle des économies.

Le protocole d'accord établit un cadre structuré de collaboration autour de plusieurs axes stratégiques : l'échange d'informations et d'expériences relatives au développement économique et industriel, à l'environnement des affaires et aux opportunités d'investissement ; la facilitation de la mise en œuvre de projets d'investissement portés par des opérateurs économiques bé-

ninois et ivoiriens ; l'identification et la mise en relation de partenaires d'affaires et techniques intéressés par des projets dans les deux pays ; la co-organisation de rencontres B2B, de forums, de séminaires et d'événements de promotion économique, ainsi que la mise en œuvre de toute action conjointe visant à renforcer l'attractivité des investissements au Bénin et en Côte d'Ivoire. Après l'étape ivoirienne, Éric Akoute s'est rendu au Nigeria, où il a procédé à un exercice similaire. Il y a signé, au nom de l'APIEx, un protocole d'accord destiné à renforcer la confiance des investisseurs nigériens et à stimuler des projets d'investis-

sement mutuellement bénéfiques.

Dans le détail, ce MoU s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations économiques entre le Bénin et le Nigeria, premier partenaire commercial du pays dans les échanges intracommunautaires et acteur majeur de l'économie ouest-africaine. Il ouvre également la voie à la promotion d'investissements transfrontaliers structurants, créateurs de valeur et d'emplois, au développement de partenariats industriels et à la facilitation des échanges entre opérateurs économiques béninois et nigériens.



Éric Akoute, DG APIEX Bénin, et Solange Amichia, DG du CEPICI lors de la signature du protocole d'accord

**COMPUTEC, 31 ANS
AU CŒUR DE LA
TRANSFORMATION
DIGITALE ET DURABLE**





Tchad Connexion 2030

La BID renforce son engagement aux côtés de N'Djamena

Réunis à N'Djamena à l'occasion de la Journée de la Banque islamique de développement, les autorités tchadiennes et le Groupe de la BID ont réaffirmé leur volonté commune d'accélérer la mise en œuvre de projets structurants dans le cadre de « Tchad Connexion 2030 ».

► Par Ambroise AMETOWONA

Organisé en partenariat avec le ministère des Finances, du Budget, de l'Éco-

nomie, de la Planification et de la Coopération internationale, l'événement s'est tenu sous le haut patronage du Premier ministre, Allamaye Halina. Il

marque une étape importante après le lancement réussi de « Tchad Connexion 2030 » à Abou Dhabi, quelques mois plus tôt, et confirme l'ancrage de la BID

comme partenaire stratégique du Plan national de développement tchadien.

Présidée par Dr Issa Faye, représentant du président du Groupe de la BID, Dr Muhammad Al Jasser, la délégation de l'institution a pris part à une série d'échanges de haut niveau avec les membres du gouvernement, des responsables d'institutions financières régionales et des chefs d'entreprise. L'objectif affiché est de passer de la vision aux projets concrets, capables de produire un impact réel sur les populations.

Dans son allocution, le Premier ministre tchadien a insisté sur cette exigence de résultats. « Le Tchad entre dans une phase où la traduction de la vision en projets concrets est essentielle. Le Groupe de la Banque islamique de développement est un partenaire de confiance dans cet effort, notamment pour le renforcement des capacités de mise en œuvre financière, le développement des compétences et la mobilisation d'investissements à fort impact pour nos populations », a déclaré Allamaye Halina.

Même tonalité du côté du ministre des Finances, Tahir Hamid Nguilin, qui a mis l'accent sur le rôle du secteur privé et la cohérence des politiques publiques. « Notre priorité est de stimuler le commerce par une meilleure cohérence entre les politiques publiques, des mécanismes de financement efficaces et la mobilisation du secteur privé. La BID joue un rôle clé dans l'appui à cette approche, notamment à travers la structuration de projets, les instruments d'atténuation des risques et les solutions de financement mixte », a-t-il souligné.

Pour la Banque islamique de développement, l'engagement au Tchad repose sur une approche intégrée, combinant financements et assistance technique. « L'engagement du groupe BID envers le Tchad est axé sur la fourniture de solutions intégrées combinant financement et assistance technique », a expliqué Dr Issa Faye, précisant que les équipes de la BID travaillent étroitement avec les autorités nationales afin d'identifier des solutions issues à la fois des secteurs public et privé. L'ambition est d'accélérer la mise en œuvre des projets, de renforcer la résilience de l'économie et de soutenir des initiatives à fort impact, notamment dans l'agriculture, la technologie et les infrastructures, en parfaite cohérence avec « Tchad Connexion 2030 ».

Au-delà des discours, la Journée de la BID a aussi été marquée par un panel de discussion consacré aux priorités de développement du pays et par une série de rencontres bilatérales, aussi bien entre entreprises qu'entre acteurs publics et privés. Ces échanges ont permis d'explorer des opportunités concrètes de partenariat et de mettre en avant des projets déjà réalisés au Tchad grâce à des collaborations entre entrepreneurs locaux et institutions nationales et internationales.

L'événement a également servi de vitrine aux différentes entités du Groupe de la BID, dont la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, la Société islamique pour le développement du secteur privé, la Société internationale islamique de financement du commerce, l'Institut de la Banque islamique de développement et le Forum des

affaires du Groupe de la BID. Autant d'outils mobilisables pour sécuriser les investissements, financer le commerce et accompagner le secteur privé tchadien. En toile de fond, « Tchad Connexion 2030 » apparaît comme le cadre structurant de cette coopération renforcée. Le plan vise une transformation profonde de l'économie et de la société tchadiennes à travers le développement des infrastructures stratégiques, le renforcement des politiques sociales, la diversification économique autour du « Made in Chad » et l'amélioration du climat des affaires. L'ambition est élevée : atteindre une croissance annuelle moyenne du PIB réel de 8 % entre 2025 et 2030 et hisser le Tchad au rang d'économie à revenu intermédiaire.

Pour y parvenir, le pays prévoit de mobiliser 30 milliards de dollars d'investissements publics et privés. En novembre 2025, les autorités tchadiennes ont déjà annoncé à Abou Dhabi la mobilisation de 20,5 milliards de dollars, un signal fort adressé aux investisseurs internationaux.

En réaffirmant son engagement aux côtés du gouvernement et du secteur privé, le Groupe de la BID entend contribuer à faire de cette ambition une réalité. Pour N'Djamena, l'enjeu est désormais de transformer cette dynamique partenariale en projets visibles, créateurs d'emplois et de valeur, capables d'ancrer durablement le développement du Tchad.



De BICIS à SUNU Bank

La mue d'un acteur bancaire stratégique

Par-delà le changement de nom, la transformation de la BICIS en SUNU Bank Sénégal révèle une recomposition profonde du paysage bancaire national et l'affirmation d'une ambition panafricaine portée par le groupe fondé par le regretté Pathé Dione.

► Par Bacary DABO

Une page se tourne pour une banque historique. Fondée en 1962, la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du

Sénégal (BICIS) a longtemps incarné la présence bancaire française dans le pays. Depuis octobre 2025, cette institution emblématique opère toutefois sous une nouvelle identité

: SUNU Bank Sénégal. Un changement d'enseigne qui consacre une transition stratégique engagée trois ans plus tôt, avec le retrait progressif de BNP Paribas du capital.

Le 28 juillet 2022, le groupe SUNU, fondé par le Sénégalais Pathé Dione, décédé le 12 janvier 2023, et BNP Paribas ont signé un accord portant sur la cession de 54,11 % du capital de la BICIS au profit de SUNU. Après l'obtention des autorisations réglementaires, l'opération a été finalisée le 28 avril 2023 à Dakar, faisant de SUNU l'actionnaire majoritaire de la banque.

À travers cette évolution, le groupe panafricain SUNU étend son périmètre d'intervention en investissant pleinement le secteur bancaire.

SUNU, de l'assurance à la banque intégrée

Déjà présent dans 17 pays africains, le groupe SUNU s'est imposé comme un acteur majeur de l'assurance sur le continent. Le rachat de la BICIS a attiré l'attention des analystes financiers, qui y voient une étape décisive vers un modèle de bancassurance intégrée, encore peu déployé à grande échelle en Afrique de l'Ouest.

Le Sénégal, place financière stratégique de la sous-région, s'est naturellement imposé comme un marché prioritaire. Avec ses 32 agences et une clientèle historiquement diversifiée – entreprises, institutions et particuliers – la BICIS offrait à SUNU un socle solide pour bâtir une offre financière complète, combinant produits bancaires et solutions d'assurance sous une même marque.

Pour plusieurs acteurs de la place financière ouest-africaine, ce rebranding va bien au-delà d'un simple changement de nom. Il marque un tournant stratégique majeur.

Deux ans après la finalisation de l'acquisition, le passage

officiel de BICIS à SUNU Bank Sénégal, en octobre 2025, symbolise l'aboutissement de cette mutation. La nouvelle identité visuelle, dévoilée lors d'une cérémonie à Dakar, s'inscrit dans une stratégie panafricaine de cohérence de marque. Pour les nouveaux propriétaires, elle traduit la vision d'une banque plus proche de ses clients, mieux intégrée à l'écosystème SUNU et résolument tournée vers la digitalisation des services financiers.

Viser le top 3 bancaire

Depuis le rachat, SUNU Bank Sénégal affiche des performances en progression, avec l'ambition clairement affichée de figurer, à moyen terme, parmi les trois premières banques du pays. La stratégie repose sur plusieurs leviers : synergies banque-assurance, modernisation des services, innovation digitale et renforcement de la relation client.

Dans un environnement bancaire de plus en plus concurrentiel, marqué par l'essor des fintechs et la pression sur les marges, SUNU mise sur son modèle intégré pour se différencier durablement.

Cette acquisition s'accompagne toutefois de choix stratégiques structurants. En parallèle de la prise de contrôle de la BICIS, le groupe s'est désengagé de sa participation minoritaire dans la BICICI en Côte d'Ivoire, illustrant un recentrage sur les marchés où il détient un contrôle majoritaire. Par ailleurs, BNP Paribas demeure un partenaire international privilégié, une continuité de nature à rassurer une partie de la clientèle institutionnelle et corporate, tout en facilitant l'accès aux services financiers internationaux.

Un signal fort pour la finance africaine

Au-delà du cas sénégalais, le rachat de la BICIS par SUNU illustre une tendance de fond : la montée en puissance de groupes financiers africains capables de reprendre et de transformer des institutions historiquement contrôlées par des acteurs européens. À l'instar de l'acquisition de la Compagnie bancaire de l'Afrique occidentale (CBAO) par Attijariwafa bank, initiée en 2007 et finalisée en 2008, qui a conduit à la création du premier groupe bancaire sénégalais.

Pour plusieurs spécialistes, l'opération SUNU-BICIS dépasse le simple changement d'actionnariat. Elle incarne un pivot stratégique à la croisée de la souveraineté financière, de l'innovation bancaire et de l'intégration régionale. La transformation de la BICIS en SUNU Bank Sénégal apparaît ainsi non comme une fin, mais comme le point de départ d'un nouveau cycle, porté par une vision panafricaine, digitale et intégrée. Un horizon qui correspond à l'ambition de Pathé Dione, lequel a consacré, depuis 1999, sa trajectoire à la construction de ce groupe financier.

Reste désormais à observer si cette promesse stratégique se traduira durablement en performances solides et en valeur ajoutée tangible pour l'économie sénégalaise.



Longtemps perçu comme une économie discrète aux ressources naturelles limitées, le Bénin connaît depuis près de cinq ans une transformation profonde de son modèle de développement. Portées par les réformes structurelles engagées par le gouvernement du président Patrice Talon, les politiques publiques ont réorienté l'action de l'État vers l'efficacité, la création de valeur et la modernisation des infrastructures. Cette dynamique a profondément modifié le paysage économique et social du pays, faisant émerger un Bénin plus attractif, mieux connecté et résolument tourné vers l'innovation. Dans ce Spécial Bénin, Impact Business vous propose une immersion au cœur d'un Bénin en pleine transformation, à travers des articles et analyses, ponctués d'un focus sur l'un des artisans majeurs de cette nouvelle dynamique, le ministre d'État Romuald Wadagni.



PDI-CVA

PROJET DE DEVELOPPEMENT
INTEGRE DES CHAINES DE
VALEURS AGRICOLES AU BENIN
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE

IsDB
البنك الإسلامي للتنمية
Islamic Development Bank



Lives
Livelihoods
Fund



UNE INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT DE



Gates Foundation



PDI-CVA

Vers une production agricole durable et compétitive au Bénin

Au cœur du développement économique et social du Bénin, le Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles (PDI-CVA) s'impose comme un levier majeur pour transformer durablement le secteur agricole national.

Le Bénin franchit une nouvelle étape dans le développement de son secteur agricole avec le lancement en septembre 2023 du Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles (PDI-CVA). Financé par la Banque Islamique de Développement (BID), le Fonds Lives and Livelihoods (LLF) et le Gouvernement Béninois, ce projet bénéficie d'un investissement total de 20,01 millions USD.

Un projet structurant pour les chaînes de valeurs maïs et riz

Le PDI-CVA a pour objectif de lever les contraintes qui freinent la production agricole et de renforcer les chaînes de valeur du maïs et du riz, deux cultures stratégiques pour la sécurité alimentaire et l'économie nationale. Le projet s'adresse à l'ensemble des acteurs : petits exploitants, acheteurs, transformateurs, prestataires de services, agro-commerçants, agrégateurs, institutions financières et communautés rurales.

En favorisant la participation du secteur privé et des organisations paysannes, le projet ambitionne d'améliorer les revenus et de créer de nouvelles opportunités d'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes.

Des impacts attendus sur le terrain

De manière spécifique, le PDI-CVA contribuera à :

- Augmenter les revenus des petits exploitants et prestataires agricoles.
- Stimuler la création d'entre-

prises rurales et d'institutions impliquées dans les chaînes de valeur.

- Renforcer les capacités des organisations paysannes dans la mise en œuvre de projets de développement rural.

Des résultats chiffrés ambitieux

À l'issue de sa mise en œuvre, les résultats attendus sont :

- L'augmentation de la superficie irriguée innovante sous production intensive de riz et de maïs de 650 ha
- La mise en place de systèmes semenciers avec la production de 154 tonnes de semences pré-base et de base pour le riz et le maïs ;
- La production de 900 tonnes de semences certifiées de riz et de 50 tonnes de semences hybrides de maïs ;
- La construction de 50 km de routes d'accès ;
- L'augmentation de la productivité du riz et du maïs, passant respectivement de 1,5 tonne/ha à 4,5 tonnes/ha et de 1,5 tonne/ha à 3 tonnes/ha ;
- L'augmentation du nombre d'entrepôts de 18 ;
- La construction et l'équipement complet de 10 unités de décorticage et de transformation du riz ;
- La réduction des pertes post-récolte dans la zone du projet de 30 % à 10 % ;
- L'acquisition de 570 équipements pré-récolte (40 égreneuses de maïs et moissonneuses et 30 kits motorisés et 500 pompes) et 125 équipements post-récolte (75 faucheuses de riz ; 5 trieuses optiques pour riz ; 25 moissonneuses-batteuses et 20 batteuses de riz) ;
- La construction de 50 instal-

lations de séchage pour des variétés sélectionnées de riz et de 12 plateformes commerciales dans la zone du projet.

S'étendant sur une durée de cinq ans, le PDI-CVA intervient dans 16 communes réparties sur trois pôles de développement agricole dont Banikoara, Kandi, Gogounou, Kalalé, Sinendé, Bembèrèkè, Savalou, Savè, Tchaourou, Bantè, Dassa, Glazoué, N'Dali, Malanville, Kari-mama et Nikki.

Transformation de l'agriculture

Le Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles (PDI-CVA) poursuit sa dynamique avec des avancées notables dans la mise en place des semences de riz et de maïs. Les chiffres enregistrés témoignent d'une performance en phase avec des objectifs fixés, renforçant la filière semencière nationale et garantissant la disponibilité de semences certifiées pour les campagnes à

venir.

Trois types de semences améliorées mobilisées

- 1 tonne de semences de pré-base de riz mise à la disposition de la DPV pour la production de semences de base, assurant la disponibilité de semences certifiées sur deux ans.
- 700 kg de semences de pré-base de maïs également remis à la DPV pour la production de semences de base.

Le projet a contribué à la mise en place de semences de base destinées à répondre aux besoins des PNDF Riz et PNDF Maïs. A date :

- 35,5 tonnes de semences de base de riz mises en place (IR 841, Orylux, BRIZ 8B), couvrant 1183,33 ha répartis sur six pôles, au bénéfice de 222 multiplicateurs (188 hommes et 35 femmes) sur deux campagnes agricoles.
- 25 tonnes de semences de base de maïs mises en place



Patrice Talon, président du Bénin



Gaston Dossouhouni, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

(2000 SYNEE W, AK 94/DMR ESR Y, EVDT 97 STR W, QPM FAABA), couvrant 1 250 ha sur trois pôles, au profit de 126 multiplicateurs (118 hommes et 8 femmes) sur deux campagnes agricoles.

Ces interventions garantissent la continuité du processus de reproduction semencière et la sécurisation des campagnes futures.

Semences certifiées : une performance exceptionnelle

Le projet a enregistré des résultats remarquables dans la production et la distribution de semences certifiées de riz :

- 450 tonnes de semences certifiées de riz mises à la disposition des producteurs pour améliorer la productivité.

Cette réussite est le fruit d'une coordination exemplaire entre la DPV, la FNPS, les ATDA, l'UGP et les semenciers, garantissant une distribution fiable et ponctuelle.

Des bénéficiaires nombreux et inclusifs

Au total, 11 678 producteurs ont bénéficié des semences certifiées de riz, dont 28,9 % de

femmes. La participation féminine est particulièrement marquée au pôle 2, où les femmes représentent plus de la moitié des bénéficiaires.

A ce jour les producteurs ayant reçu les semences de bases, ont récolté et les résultats observés sont plus qu'encourageants. C'est ce qu'a permis de constater la visite de terrain en octobre 2025. Visite pendant laquelle les agriculteurs ont exprimé leurs sentiments face à cette réussite. Souleyman DAOUDA BOUKARI, à Angradebou dans la commune de Kandi, a misé sur la variété de semences de maïs 2000 SYNEE-W en osant emblaver 10 hectares. Lui qui n'en faisait que 05 en raison de la cherté des semences. De même à Bembèrèkè, Etienne SERO MOISE, vante les résultats des semences fournies par le PDI-CVA. Ils sont unanimes : les semences sont très bonnes, les plants poussent bien et les épis sont entièrement couverts de graines de maïs. En plus de ces semences, la distribution des équipements, début décembre 2025, pour accompagner les activités de récoltes et de post-récoltes, à ces mêmes agriculteurs bénéficiaires des semences, est un acte fort dans la mise en



Idrissou Bako, coordonnateur national du PDI-CVA

œuvre du PDI-CVA. « Au-delà de la couverture de nos besoins domestiques, notre pays était une plateforme de réexportation de riz. Aujourd'hui, si au moment où le président a pris le pouvoir, nous étions à 214000 tonnes de riz, aujourd'hui nous sommes à plus de 650000 tonnes de paddy. Si c'est pour notre consommation domestique, ça couvre, ça suffit. Mais ça ne nous suffit pas puisque, c'est d'ici nous exportons le riz vers le Nigéria. », a déclaré Gaston DOSSOUHOU, Ministre de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche lors de la cérémonie de remise des équipements tenue à Parakou et à Dassa le 4 Décembre 2025.





Bénin

Patrice Talon ou la gouvernance par les résultats

Depuis 2016, le Bénin connaît une transformation profonde sous l'impulsion du président Patrice Talon. Ancien entrepreneur prospère, le chef de l'État béninois a transposé à la gestion publique les principes qui ont fait sa réussite dans le secteur privé : rigueur budgétaire, recherche de l'efficacité et culture du résultat.

► Par Dorcas Davier AHOUANGAN

Dès son accession au pouvoir, le président Patrice Talon a posé des actes forts pour incarner une gouvernance sobre et responsable. Il a volontairement réduit son salaire ainsi que celui des membres du gouvernement, envoyant un signal

clair sur la fin des privilèges et le recentrage de l'action publique sur l'intérêt général. Cette démarche symbolique s'est accompagnée d'une refonte structurelle de l'administration. Celle-ci s'est traduite par une rationalisation des institutions, avec la réduction du nombre de ministères, la fusion de plusieurs

organismes publics afin d'éviter les doublons et les gaspillages, ainsi qu'une meilleure maîtrise des dépenses publiques. Grâce à une discipline budgétaire stricte, le déficit a été contenu et le recours aux avances de la Banque centrale a été interrompu, une mesure saluée par le Fonds monétaire international



(FMI). Parallèlement, la transparence a été renforcée par une gestion plus ouverte des finances publiques, marquée par la publication régulière des comptes de l'État et la modernisation des procédures de passation des marchés publics via la plateforme d'e-procurement, réduisant ainsi les risques de corruption.

Cette sobriété budgétaire ne relève pas d'une austérité aveugle, mais d'une stratégie visant à restaurer la confiance des citoyens et des partenaires internationaux dans l'action de l'État.

Une gouvernance fondée sur les projets et les résultats

L'efficacité constitue le second

pilier du mandat de Patrice Talon. Elle se matérialise à travers le Programme d'actions du gouvernement (PAG), une feuille de route claire et ambitieuse articulée autour de 45 projets phares destinés à transformer structurellement le pays. Grâce à un pilotage rigoureux et à un suivi permanent, le taux de réalisation du PAG dépasse aujourd'hui 80 %, un niveau rarement atteint dans l'histoire récente du Bénin.

Parmi les réalisations les plus emblématiques figurent les infrastructures structurantes, avec la construction et la réhabilitation de milliers de kilomètres de routes, la modernisation du port de Cotonou et l'accélération de l'électrification. La dynamisation

de l'économie occupe également une place centrale dans le PAG, à travers la création de zones économiques spéciales, notamment la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), le soutien à l'agriculture via les pôles de développement agricole et la diversification des exportations. Dans le secteur social, des investissements importants ont été réalisés dans la santé, avec la construction et la modernisation d'hôpitaux et de centres de santé. L'enseignement supérieur a également fait l'objet de réformes structurelles, accompagnées d'une augmentation significative des ressources budgétaires allouées à ces secteurs jugés prioritaires.



Une administration au service des citoyens

Sous la gouvernance de Patrice Talon, l'administration béninoise a intégré une véritable culture de l'innovation. Le Bénin s'est imposé comme un acteur de premier plan en matière de gouvernance numérique en Afrique francophone. La plateforme SYNAPSE a modernisé la gestion des carrières des agents publics, mettant fin aux lenteurs administratives et aux traitements inéquitables.

Le déploiement de services publics en ligne, notamment pour la délivrance de documents administratifs tels que les actes de naissance ou les extraits de casier judiciaire, a considérablement simplifié les démarches

pour les personnes physiques et morales. Par ailleurs, la couverture Internet a été étendue grâce à des investissements massifs dans le haut débit et la fibre optique, contribuant à réduire la fracture numérique et à renforcer l'inclusion.

Cette digitalisation a permis non seulement d'améliorer l'efficacité des services publics, mais aussi de renforcer la transparence administrative et la lutte contre la corruption.

Un leadership visionnaire reconnu à l'international

Le modèle de gouvernance porté par Patrice Talon a rapidement attiré l'attention au-delà des frontières du Bénin. Les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et le FMI, saluent régulièrement la discipline macroéconomique du pays, la cohérence de ses réformes structurelles et l'amélioration continue de son environnement des affaires. Le Bénin bénéficie aujourd'hui d'une meilleure perception sur les marchés financiers, ce qui lui permet de mobiliser des ressources à des conditions plus avantageuses pour financer son développement.

Sur le plan diplomatique et institutionnel, la voix du Bénin gagne en influence au sein des instances régionales et internationales, où le pays est souvent cité en exemple pour sa stabilité politique, sa gouvernance innovante et ses résultats tangibles. Sous le leadership du président Patrice Talon, le Bénin a ainsi opéré une transformation notable. La sobriété dans la gestion publique et la recherche systématique de l'efficacité ont permis d'assainir les finances

de l'État, de concrétiser des projets longtemps différés et de restaurer la confiance nationale. Si des défis subsistent, notamment en matière d'emploi des jeunes et d'inclusion sociale, les fondations posées au cours de cette période offrent au pays une trajectoire de croissance structurelle prometteuse.

L'expérience béninoise démontre qu'avec une vision claire, une volonté politique affirmée et une gestion rigoureuse, il est possible de transformer durablement l'action publique et d'améliorer concrètement les conditions de vie des populations. Le modèle Talon, fondé sur la sobriété et l'efficacité, constitue à ce titre une source d'inspiration pour de nombreux pays africains en quête de gouvernance renouvelée et de développement durable.





Bénin

Un nouveau pôle d'attractivité économique en Afrique de l'Ouest

Longtemps perçu comme un pays aux ressources naturelles limitées, le Bénin affiche depuis bientôt une décennie une trajectoire économique qui suscite l'intérêt et force l'admiration, tant au sein de la sous-région que chez les investisseurs internationaux.

► Par Dorcas Davier AHOUEGAN

Au cours des dix dernières années, le Bénin a enregistré une dynamique économique remarquable, portée par une croissance soutenue et des indicateurs macroéconomiques en nette amélioration. L'un des principaux piliers de cette performance réside dans

la stabilité politique dont le pays jouit de longue date. Le Bénin s'est imposé comme une démocratie apaisée, marquée par des alternances pacifiques et régulières. Cette stabilité institutionnelle, rare et précieuse en Afrique de l'Ouest, constitue un facteur déterminant pour les investissements de long terme. Dans ce contexte favorable, le

pays a réalisé des performances économiques inédites. En 2023, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établissait à 6,4 %. Mais c'est en 2024 que le Bénin a franchi un cap historique, avec une progression estimée à 7,5 %, son niveau le plus élevé depuis 1990. Cette expansion repose sur une diversification progressive de l'économie : l'agriculture



contribue à hauteur de 26 % du PIB, les services 49 % et l'industrie 23 %.

Parallèlement, l'inflation est restée maîtrisée. Elle est passée de 2,7 % en 2023 à 1,2 % en 2024, nettement en dessous du seuil communautaire de 3 % fixé par l'UEMOA, contribuant ainsi à préserver le pouvoir d'achat des ménages. Le déficit budgétaire s'est également résorbé, reculant de 4,1 % du PIB en 2023 à 3 % en 2024, permettant au pays de respecter le critère de convergence communautaire.

Les perspectives économiques restent favorables. Selon la Banque mondiale, la croissance devrait se maintenir autour de 7,1 % en moyenne sur la période 2025-2027, accompagnée d'une baisse progressive du taux de pauvreté, attendu à 22,3 % à l'horizon 2027. Cette dynamique

repose notamment sur une mobilisation accrue des recettes fiscales et sur des réformes structurelles visant à renforcer le secteur privé et l'intégration régionale.

Ces performances témoignent d'une transformation structurelle en profondeur, plaçant le Bénin parmi les économies les plus dynamiques et attractives de la région ouest-africaine.

Des réformes qui transforment l'image du pays

Les réformes engagées ces dernières années ont profondément modifié l'environnement économique et renforcé l'attractivité du Bénin. Le gouvernement a conduit une refonte du cadre réglementaire afin de faciliter la création d'entreprises et d'attirer les capitaux privés. La mise en place de l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx) a permis l'instauration d'un guichet unique performant au service des investisseurs.

La création d'entreprise, autrefois longue et complexe, a été considérablement simplifiée grâce aux guichets uniques et aux plateformes numériques. En 2023, le délai moyen d'immatriculation d'une société est passé de plusieurs semaines à moins de 72 heures, favorisant l'initiative privée et l'investissement. Par ailleurs, des réformes juridiques ont renforcé la protection des investissements et les droits des créanciers.

Dans le même temps, l'État a engagé des investissements massifs dans des infrastructures structurantes : modernisation du réseau routier, extension de l'électrification rurale et lancement de projets stratégiques. À terme, cette infrastructure

devrait consolider la position logistique du Bénin dans la sous-région.

Le système fiscal a également fait l'objet d'une modernisation visant à élargir l'assiette et à améliorer la transparence. En 2024, la pression fiscale atteignait 13,2 % du PIB, contre 11,5 % en 2020, traduisant une meilleure mobilisation des ressources internes. La simplification des procédures administratives a, en outre, contribué à réduire les coûts pour les entreprises et à limiter les pratiques de corruption.

Digitalisation et gouvernance économique

La digitalisation s'est imposée comme un levier central de la transformation économique du Bénin. L'objectif affiché par les autorités est de moderniser l'administration publique, d'accroître la transparence et d'améliorer les relations entre l'État, les citoyens et les entreprises.

Depuis 2022, le gouvernement a accéléré le déploiement de plateformes numériques permettant d'effectuer à distance de nombreuses démarches administratives, notamment l'immatriculation des entreprises, le paiement des impôts, ainsi que l'obtention de certificats et d'autorisations. En 2024, plus de 70 % des formalités fiscales et douanières pouvaient être réalisées en ligne, réduisant sensiblement les délais et les coûts de transaction.

La digitalisation des procédures budgétaires et fiscales contribue également à limiter les interactions directes entre usagers et agents publics, réduisant ainsi les risques de pratiques informelles. Les dispositifs de traçabilité numérique assurent un meilleur suivi des recettes et des



Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la coopération, Romuald WADAGNI avec le CEO de Invest International, Joost OORTHUIZEN

dépenses publiques, renforçant la crédibilité de l'État auprès des investisseurs et des partenaires techniques et financiers.

Enfin, les outils numériques offrent désormais à l'administration des bases de données fiables pour la planification et l'évaluation des politiques économiques. En 2023, la mise en service du Portail national des services publics a permis de centraliser plus de 500 démarches administratives, améliorant la visibilité de l'action publique et l'efficacité de la gestion administrative.

Le Bénin, une nouvelle destination pour les investisseurs

Aujourd'hui, le Bénin s'impose progressivement comme une destination attractive pour les investisseurs internationaux. Cette dynamique est portée par la progression des investissements directs étrangers (IDE), le rôle central de l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx) et la concrétisation de projets structurants, qui traduisent un regain de confiance de la communauté

internationale.

En tant que guichet unique dédié aux investisseurs, l'APIEx accompagne les porteurs de projets à chaque étape du processus. Elle fournit des informations sur les opportunités d'investissement, facilite les démarches administratives et contribue à la sécurisation des projets grâce à un cadre juridique modernisé. L'agence joue également un rôle de conseil stratégique, en favorisant les partenariats public-privé et en instaurant un climat de confiance, renforçant ainsi l'image du Bénin comme terre d'accueil des capitaux étrangers. Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2024 de la CNUCED, les flux d'IDE vers le Bénin ont atteint 434 millions de dollars en 2023, contre 376 millions de dollars en 2022. Le stock total d'IDE s'élevait à 3,71 milliards de dollars à la fin de l'année 2023, illustrant une consolidation progressive de la présence étrangère dans l'économie béninoise.

Rapportés au PIB, les IDE représentaient environ 2,5 % en

2024, un niveau supérieur à la moyenne régionale. Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), ces flux devraient se maintenir à un niveau soutenu, autour de 1,8 % du PIB à l'horizon 2028, portés par la poursuite des réformes et le développement des partenariats public-privé.

Consolider les acquis pour une émergence durable

Ce tableau globalement positif n'est pas sans nuances. Le Bénin doit relever plusieurs défis pour consolider son élan et inscrire sa trajectoire dans la durée. Il s'agit notamment de diversifier davantage l'économie au-delà du coton et des activités portuaires afin de renforcer sa résilience, de s'attaquer plus résolument au chômage des jeunes en accélérant la création d'emplois dans le secteur privé formel, et d'améliorer l'adéquation entre les systèmes de formation et les besoins du marché du travail.

Le pays devra également poursuivre ses efforts pour contenir l'inflation importée et préserver le pouvoir d'achat des ménages, tout en renforçant le capital humain à travers des investissements accrus dans la santé et l'éducation.

Malgré ces enjeux, la dynamique engagée demeure résolument positive. Le Bénin est régulièrement cité en exemple par la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement pour la cohérence et la crédibilité de sa politique économique. Il s'affirme désormais comme une destination privilégiée pour les financements concessionnels et les partenariats public-privé, confirmant son ambition d'une émergence durable et inclusive.



Présidence de la République du Bénin

Tentative de déstabilisation du Bénin

Une condamnation unanime de l'atteinte à l'ordre constitutionnel

La tentative de coup d'État survenue à l'aube du dimanche 7 décembre 2025 au Bénin a suscité de vives réactions au sein de l'opinion nationale. Des partis politiques aux personnalités publiques, en passant par des organisations de la société civile et religieuse, la réaction a été unanime : une dénonciation sans équivoque d'une action jugée dangereuse pour la stabilité du pays et le bien-être social.

► Par Jesdias LIKPETE

Une vive inquiétude a traversé Cotonou aux premières heures de ce dimanche, lorsque des militaires ont annoncé à la télévision publique « démettre de ses fonctions » le président Patrice Talon, à environ quatre mois du terme de son second mandat.

La situation a toutefois été rapidement maîtrisée. Les Forces Armées Béninoises (FAB), appuyées dans la journée par des contingents venus du Nigeria et de la Côte d'Ivoire, ont repris

le contrôle des points stratégiques, mettant en échec une opération qui aura finalement causé davantage de frayeur que de dégâts.

Face à cette tentative de déstabilisation de l'État, les réactions n'ont pas tardé au niveau national pour dénoncer une remise en cause de l'ordre constitutionnel et des importants acquis économiques et sociaux. Au sein des formations politiques, toutes tendances confondues, le rejet du recours à la force comme moyen d'accès au pouvoir est clairement affirmé. L'Union

Progressiste le Renouveau (UPR), formation soutenant le gouvernement, a salué dans un communiqué l'héroïsme des citoyens ayant contribué à déjouer « une vile tentative d'atteinte à la sûreté de l'État ». Le parti a condamné « avec la plus grande fermeté cette manœuvre visant à remettre en cause le processus irréversible de développement de notre pays ».

Le Bloc Républicain (BR), autre parti de la mouvance présidentielle, dénonce pour sa part « une tentative de déstabilisation menée par un groupuscule de



Dans plusieurs villes, les populations ont décrié la tentative de coup d'État

militaires en rupture avec les valeurs fondamentales de notre démocratie ». Il qualifie l'opération de manœuvre « d'une autre époque », tout en saluant la « vigilance », la « prompt réaction » et la « loyauté sans faille » des forces de défense et de sécurité. MOELE-Bénin, également proche de la majorité, parle d'« entreprise criminelle » dirigée contre les institutions. Le parti

estime que l'assaut constitue « une attaque inacceptable contre la stabilité nationale, l'État de droit et la volonté souveraine du peuple béninois », soulignant que « la démocratie n'est pas négociable ». Il appelle les citoyens à rester « vigilants, unis et résolument attachés aux valeurs de paix, de liberté et de cohésion nationale ».

Dans l'opposition, la Force cauris

pour un Bénin émergent (FCBE) a également condamné la tentative, évoquant « un coup de force » relevant d'un « passé révolu ». Le parti rappelle que l'alternance « s'obtient à travers les urnes ». Pour sa part, le principal parti de l'opposition au Bénin, "Les Démocrates", affirme être « attaché aux valeurs démocratiques pures » et « rejette toute prise de pouvoir par les armes ».

et condamne avec la dernière rigueur ces actes qui n'honorent pas notre pays ».

Un front commun pour la stabilité nationale

Plusieurs figures politiques majeures se sont également exprimées. L'ancien président Boni Yayi, depuis sa « retraite sanitaire », dit avoir suivi « avec tristesse et désolation les événements malheureux qui se sont abattus sur notre cher et beau pays ». Rappelant son attachement aux valeurs démocratiques, il insiste sur le principe d'« élections libres, inclusives et transparentes » comme seule voie légitime de dévolution du pouvoir. Il condamne « avec la dernière rigueur » une attaque qualifiée de « sanglante et ignoble », rend hommage aux forces de sécurité et s'incline « devant la mémoire de ces martyrs », appelant à l'unité et à la paix.

Nicéphore Dieudonné Soglo, premier président de l'ère démocratique, a lui aussi condamné un « acte ignoble », soulignant que les forces armées ont été, « une fois encore, à la hauteur de leur serment ». Il s'interroge sur le sens d'un coup de force alors que le chef de l'État n'est pas candidat à un nouveau mandat. Du côté des institutions, le président de l'Assemblée nationale a déploré une tentative de « déstabilisation » visant à fragiliser la quiétude nationale, estimant que la démocratie béninoise a démontré sa solidité face à l'épreuve. L'ancien président de l'Assemblée nationale, Adrien Houngbédji, a exprimé sa « plus grande indignation » et sa « totale solidarité » au président Patrice Talon, saluant la « loyauté de notre vaillante armée » et rappelant que le Bénin a «

définitivement tourné le dos à la violence et à la force comme mode d'accession au pouvoir ». L'Église catholique, à travers la Conférence épiscopale du Bénin, a condamné « tout recours à la force » et appelé à la prière pour la paix et l'unité nationale. Les centrales syndicales CSA-Bénin, CGTB et UNSTB ont dénoncé une « atteinte grave à l'ordre constitutionnel », alertant sur les risques sociaux et économiques de l'instabilité. Pour le chef d'état-major, la tentative du 7 décembre constitue avant tout une atteinte morale

profonde à l'armée. Des militaires retournant leurs armes contre la République représentent, selon lui, une trahison incompatible avec la mission fondamentale des Forces armées béninoises, fondée sur la loyauté à la Constitution et aux institutions. Pour l'heure, les enquêtes se poursuivent afin de faire toute la lumière sur cet épisode, dans un pays qui se veut, depuis plusieurs années, résolument engagé sur la voie de la stabilité démocratique.



Plusieurs personnalités ont apporté leur soutien au chef de l'État

Dr Gérard SOKÈGBÉ, macroéconomiste

« L'attractivité fiscale du Bénin bénéficie davantage aux investisseurs étrangers et aux grandes entreprises qu'aux PME locales »

En dépit d'une croissance soutenue, des incitations fiscales ciblées et une stabilité macroéconomique reconnue, l'attractivité du Bénin demeure sélective et freinée par des contraintes structurelles. Pour le Dr Gérard Sokègbé, macroéconomiste, l'enjeu est désormais d'en faire un moteur durable, inclusif et créateur de valeur locale.

► Propos recueillis par Kevin da SILVA



Que faut-il entendre par attractivité économique et fiscale ?

L'attractivité désigne la capacité d'un lieu, d'une organisation, d'une personne ou d'un produit à susciter l'intérêt et à attirer vers lui des individus,

des investissements ou des ressources. En d'autres termes, c'est le caractère attrayant qui incite à venir, rester ou s'engager. Elle est essentielle dans les domaines économiques, sociaux, culturels et

personnels, car elle conditionne le développement, la réputation et la réussite.

L'attractivité économique et fiscale d'un pays correspond à sa capacité à attirer des investissements, des entreprises et des talents grâce à un environnement compétitif, une fiscalité adaptée et des conditions favorables au développement. Elle repose sur des facteurs tels que la stabilité macroéconomique, la qualité des infrastructures, la fiscalité des entreprises et la sécurité juridique.

Aujourd'hui, que disent réellement les chiffres sur l'attractivité économique du Bénin ?

Si l'on regarde les chiffres de près, le Bénin présente aujourd'hui une attractivité macroéconomique crédible, mais encore sélective. D'abord, sur le plan de la croissance économique. Le Bénin affiche depuis plusieurs années une croissance soutenue, généralement comprise entre 5 % et 7 % par an. Après le choc du Covid, la croissance est restée positive, ce qui constitue un signal fort pour les investisseurs, car cela traduit une résilience macroéconomique et une certaine capacité de pilotage économique. Ensuite, les investissements directs étrangers (IDE). Ils ont progressé au cours de la dernière décennie, mais restent modestes en volume absolu. On se situe globalement sur des flux annuels de l'ordre de 300 à 500 millions de dollars, loin derrière des pays comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal. Surtout, ces IDE sont très concentrés : port, coton, agro-industrie, zones industrielles. Cela montre une attractivité réelle, mais pas encore généralisée à l'ensemble de l'économie.

Sur le plan fiscal, la pression fiscale du Bénin se situe autour de 13 à 14 % du PIB, ce qui est inférieur à la moyenne de l'UEMOA, souvent proche de 16 à 18 %. Pour un investisseur, c'est perçu comme un avantage, car cela suggère un environnement fiscal relativement léger. Pour l'économiste, cela révèle aussi une base fiscale étroite, donc une attractivité qui repose encore largement sur les incitations.

Enfin, les indicateurs de compétitivité et de climat des affaires montrent une amélioration notable des procédures administratives, de la création d'entreprise et de la stabilité institutionnelle. En revanche, le pays reste pénalisé par une productivité faible, une industrialisation limitée et une taille de marché réduite.

En résumé, les chiffres disent ceci : le Bénin est macroéconomiquement attractif et stable, mais son attractivité reste davantage institutionnelle que productive. Il attire surtout des projets ciblés

et stratégiques, et pas encore des flux massifs et diversifiés.

Les exonérations fiscales, les zones économiques spéciales et les incitations offertes par le Bénin constituent-elles un véritable avantage compétitif ou relèvent-elles davantage d'un levier de communication économique ?

Au Bénin, comme partout ailleurs dans le monde, la fiscalité est un levier réel d'attractivité, mais elle ne suffit pas à elle seule et elle est parfois survalorisée dans le discours public en matière de promotion des investissements. Concrètement, le Bénin propose aujourd'hui des exonérations importantes dans certaines zones et secteurs stratégiques, contenues dans le Code des investissements : exonération de l'impôt sur les sociétés pouvant aller de 5 à 10 ans, exonération des droits de douane sur les équipements, TVA réduite ou nulle dans les zones économiques spéciales, notamment pour l'industrie et l'exportation. En l'état, c'est compétitif et comparable à ce que proposent d'autres pays de la sous-région.

Pour un investisseur, cela réduit clairement le coût d'entrée initial. Dans des projets industriels lourds, la fiscalité peut représenter 10 à 20 % de la rentabilité attendue sur les premières années. Donc oui, cet élément compte dans la décision. Mais, dans la pratique, la fiscalité est rarement le facteur décisif. Les études économiques montrent que les investisseurs accordent plus de poids à : (i) la stabilité macroéconomique, (ii) la fiabilité de l'énergie, (iii) la logistique, (iv) la sécurité juridique et (v) la capacité à opérer sans coûts imprévus.

Autrement dit, une exonération fiscale peut attirer un investisseur à la table des discussions, mais elle ne le fait pas rester si l'environnement des affaires, voire opérationnel, n'est pas maîtrisé. Il faut aussi souligner un point important : ces incitations ont un coût budgétaire. Chaque exonération est une recette fiscale différée ou perdue. Tant que les projets créent suffisamment d'emplois, de valeur ajoutée locale et d'exportations, le pari est gagnant. Mais si les retombées locales sont faibles, la fiscalité devient surtout un outil de communication économique, plus qu'un véritable moteur de transformation.

Donc la réponse est nuancée : la fiscalité béninoise est un avantage comparatif d'appoint, efficace comme signal et comme accélérateur, mais elle ne remplace pas les fondamentaux économiques. Sans ces fondamentaux, elle perd rapidement son



©Présidence du Bénin

pouvoir d'attraction.

Au-delà des incitations fiscales, quels sont les coûts cachés ou les contraintes structurelles (énergie, logistique, foncier, justice commerciale) qui influencent la décision des investisseurs ?

Les incitations fiscales ne suffisent pas à compenser entièrement les coûts structurels réels auxquels font face les investisseurs. Le premier poste critique reste l'énergie : malgré les progrès en matière de disponibilité, le coût du kilowattheure demeure élevé pour l'industrie, pouvant représenter jusqu'à 25 % des coûts de production, ce qui réduit fortement la compétitivité des projets industriels. La logistique constitue le deuxième facteur clé. Le port de Cotonou est un atout régional, mais les coûts de transport intérieur, les délais et la congestion font que la logistique peut absorber 20 à 25 % du coût final d'un produit, contre 10 à 15 % dans des économies plus efficaces.

À cela s'ajoutent les difficultés d'accès au foncier sécurisé, avec des procédures parfois longues et un risque juridique encore perçu comme élevé par les investisseurs. Enfin, la sécurité juridique et administrative reste déterminante. Si le cadre légal est globalement en place, la lenteur de la justice commerciale et certains coûts administratifs informels augmentent l'incertitude. Pour beaucoup d'investisseurs, ces facteurs pèsent davantage dans la décision que le niveau de l'impôt lui-même.

Face à des économies comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Togo, sur quels segments précis le Bénin est-il réellement plus attractif, et sur lesquels accuse-t-il encore un retard ?

Comparé au Sénégal, à la Côte d'Ivoire et au Togo, le Bénin se distingue d'abord par sa stabilité macroéconomique, la rapidité de ses réformes et une administration aujourd'hui plus fluide sur les procédures essentielles. Le port de Cotonou constitue également un avantage stratégique, notamment



pour les échanges vers les pays enclavés, et la fiscalité ciblée reste attractive pour des projets industriels bien définis.

En revanche, le Bénin accuse encore un retard sur des éléments structurels clés. La taille du marché intérieur est plus limitée que celle de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal, l'écosystème industriel est moins dense et l'offre de main-d'œuvre technique qualifiée reste insuffisante pour attirer des investissements manufacturiers de grande échelle. Sur le plan financier et logistique avancé, Dakar et Abidjan conservent une longueur d'avance.

Face au Togo, la comparaison est plus équilibrée. Le Bénin bénéficie d'un marché plus large et d'une dynamique de réformes soutenue, tandis que Lomé reste très compétitif sur la lo-

gistique portuaire et les coûts. En résumé, le Bénin est aujourd'hui plus attractif pour des projets ciblés, structurés et orientés export, mais moins pour des investissements massifs orientés vers le marché intérieur.

L'attractivité fiscale actuelle bénéficie-t-elle davantage aux investisseurs étrangers qu'aux entreprises béninoises, notamment les PME, ou observe-t-on un réel effet d'entraînement sur l'économie locale ?

À ce stade, l'attractivité fiscale du Bénin bénéficie davantage aux investisseurs étrangers et aux grandes entreprises qu'aux PME locales. Les dispositifs d'exonération et les zones économiques spéciales sont souvent conçus pour des projets de grande taille, alors que les PME béninoises restent confrontées à des contraintes d'accès au financement, de formalisation et de capacité administrative.

L'effet d'entraînement existe, mais il demeure limité et encore insuffisamment structuré. Les liens entre entreprises étrangères et le tissu local restent faibles : peu de sous-traitance, faible intégration des PME dans les chaînes de valeur et un transfert de compétences encore modeste. Dans certains cas, on observe des zones très performantes qui fonctionnent presque comme des enclaves économiques.

Cela dit, les choses évoluent progressivement. Les investissements récents dans l'agro-industrie et la transformation locale commencent à créer des débouchés pour les producteurs et prestataires locaux. Mais pour que l'attractivité devienne réellement inclusive, il faudra mieux orienter les incitations vers l'intégration locale, la montée en compétences des PME et la création de valeur sur le territoire.

Le modèle d'attractivité économique et fiscale du Bénin est-il soutenable à long terme, notamment au regard des recettes publiques, ou devra-t-il être réajusté dans les prochaines années ?

Le modèle d'attractivité du Bénin est efficace à court et moyen terme, mais il pose un véritable défi de soutenabilité sur le long terme. La pression fiscale reste autour de 13 à 14 % du PIB, alors que les besoins de financement du développement augmentent fortement, notamment pour les infrastructures, l'éducation et la santé. Les exonérations fiscales, si elles sont trop étendues ou mal ciblées, réduisent mécaniquement la capacité de l'État à mobiliser des ressources internes.

À moyen terme, le risque n'est pas tant budgétaire immédiat que structurel : attirer des investissements sans élargir suffisamment la base fiscale ni renforcer la productivité peut conduire à une croissance peu inclusive et dépendante de quelques projets. Or, pour être soutenable, l'attractivité doit générer des recettes futures, via l'emploi formel, la valeur ajoutée locale et les exportations. Un réajustement sera donc nécessaire. Il ne s'agira pas de supprimer les incitations, mais de les rendre plus sélectives et conditionnelles, en mettant davantage l'accent sur la transformation locale, l'intégration des PME et le capital humain. C'est à ce prix que le modèle d'attractivité du Bénin pourra devenir durable et véritablement moteur de développement.



La Porte du Non-Retour noire de monde lors des Vodun Days 2026

Tourisme

Le Bénin change d'échelle

Porté par une volonté politique affirmée de faire de la culture et du patrimoine le deuxième pilier de l'économie nationale, après l'agriculture, le Bénin a engagé une transformation spectaculaire de son secteur touristique au cours des cinq dernières années.

► Par Jesdías LIKPETE

Le visage du Bénin change, et il change vite. Sur la « Route des Pêches », qui relie la capitale économique Cotonou à la cité historique de Ouidah, la mutation est frappante. Là où s'étendaient jadis des terres vierges bordant une

voie difficilement praticable, se déploient aujourd'hui une large route côtière bitumée, éclairée et aménagée pour absorber un trafic soutenu, des complexes hôteliers de standing international et plusieurs infrastructures connexes. Et ce paysage en pleine métamorphose n'est

qu'un aperçu d'une stratégie globale et méthodique de développement, portée par le programme « Le Bénin Révélé ». Au cœur de cette dynamique figure le développement d'une offre touristique ambitieuse, fondée sur la valorisation des arts et du patrimoine culturel.

L'objectif est clair : positionner la « Destination Bénin » parmi les destinations de référence en Afrique de l'Ouest, avec une visibilité croissante à l'international. Les Vodun Days, festival des arts, de la culture et de la spiritualité Vodun, s'imposent aujourd'hui comme l'une des vitrines les plus éclatantes de cette ambition. À la croisée de la tradition et de la modernité, l'événement contribue à redéfinir l'image du pays et à renforcer son attractivité touristique.

Le « Soft Power » par la culture et le Vodun

Longtemps marginalisé ou mal compris, le Vodun est désormais érigé en levier central de la marque-pays. Les Vodun Days, qui ont remplacé l'ancienne fête traditionnelle du 10 janvier, se sont imposés comme l'un des grands rendez-vous culturels de la sous-région ouest-africaine. Depuis leur lancement en 2024,

ils attirent à Ouidah des milliers de visiteurs, nationaux, touristes et membres de la diaspora, séduits par ce mélange unique de traditions et d'innovations culturelles.

Selon les statistiques officielles, l'édition 2026 a rassemblé près de 750 000 participants issus de 56 pays. Un chiffre en nette progression par rapport aux années précédentes qui témoigne de l'intérêt croissant pour cet événement désormais inscrit au cœur de l'agenda culturel national.

Pour accompagner cette dynamique et offrir aux visiteurs un parcours patrimonial cohérent, l'État béninois a mobilisé environ 183 milliards de FCFA pour la reconstruction à l'identique de la cité historique de Ouidah. Les investissements ont notamment porté sur l'aménagement du centre-ville, la réhabilitation du fort portugais, la reconstruction de la place aux enchères,

de la route de l'esclave, des sites mémoriels, de la porte du non-retour.

Un important chantier patrimonial

Afin de structurer durablement son offre culturelle et d'en renforcer l'attractivité, le Bénin a inscrit plusieurs projets majeurs à son portefeuille, parmi lesquels la construction de quatre grands musées à Ouidah, Porto-Novo, Abomey et Cotonou.

À Ouidah, le Musée international de la mémoire et de l'esclavage (Mime) est implanté dans l'enceinte du fort portugais, lieu de transit historique de plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants voués à la déportation. D'une superficie de 662 m², le musée accueillera une exposition permanente consacrée aux différentes dimensions de la traite transatlantique, avant, pendant et après.



Danse d'un Egun-Egun



Le Mime situé dans l'enceinte du Fort Portugais

À quelques kilomètres de Ouidah, dans la capitale politique du pays, Porto-Novo, le Musée international des arts et civilisations du Vodun/Orisha (Miv) ouvrira prochainement ses portes à proximité de la place Tofa. Les travaux, presque achevés, donnent forme à une infrastructure muséale d'envergure, dont l'ambition est de réhabiliter l'image du Vodun et d'en faire un puissant vecteur de connaissance et de rayonnement international.

À Abomey, le Musée de l'épopée des amazones et des rois du Danxomè (MEARD) figure parmi les projets les plus attendus. Im-

planté au cœur du site palatial classé au patrimoine mondial de l'Unesco, le bâtiment de 2 000 m² abritera notamment les 26 œuvres restituées par la France, ainsi qu'une collection d'environ 500 pièces retraçant l'histoire du royaume du Danxomè.

À Cotonou, le Musée d'art contemporain (Macc), appelé à s'installer au cœur de la capitale économique, aura pour mission de conserver, restaurer, faire circuler et diffuser les œuvres d'art contemporain béninois. À travers ce projet, le gouvernement entend également promouvoir l'éducation artistique et garantir un accès équitable

aux collections et à leur valeur scientifique.

Un actif touristique à capitaliser

Dans sa politique nationale de tourisme (2013-2025), le Bénin affiche l'ambition de devenir « une destination de référence en Afrique de l'Ouest ». Au-delà des musées, plusieurs chantiers structurants sont engagés pour renforcer l'offre touristique.

À Ouidah, un complexe hôtelier de 130 chambres sera construit à proximité de la porte du non-retour. Dans la même zone, à Avlékété, un partenariat avec le Club Med prévoit la réalisation



d'une station balnéaire de 330 chambres, dont 30 suites. D'autres projets à vocation touristique sont en cours ou déjà achevés, parmi lesquels la réinvention de la cité lacustre de Ganvié, la construction d'un nouveau palais royal à Nikki, l'aménagement d'une arène dédiée à la fête de la Gaani, ainsi que la mise en valeur de la route des couvents et de la route des Tatas.

Les efforts commencent à porter leurs fruits. En 2025, le média AFAR a classé le Bénin parmi les 25 meilleures destinations mondiales, tandis que l'Exposition universelle d'Osaka lui a décerné

un Trophée d'Or. Pour renforcer cette visibilité, des partenariats stratégiques ont été noués avec des acteurs internationaux tels qu'Expedia Group, permettant de connecter la destination aux voyageurs du monde entier.

Des réformes de facilitation

Dans une démarche d'ouverture assumée visant à capter les flux touristiques régionaux et internationaux, le Bénin a engagé des réformes majeures pour lever les obstacles à l'entrée sur son territoire. La généralisation de l'e-visa et la suppression de l'obligation de visa pour les ressortissants africains positionnent le pays parmi les pionniers du continent

en matière de facilitation des voyages.

Ces mesures ont permis de simplifier les procédures administratives, de réduire les délais et de fluidifier l'entrée sur le territoire, tant pour les touristes que pour les acteurs économiques et culturels.

Elles s'inscrivent dans une stratégie plus large de transformation du secteur. À ce titre, un Plan stratégique 2025-2029 a récemment été adopté, avec un objectif clair : changer d'échelle et faire passer la contribution du tourisme au produit intérieur brut de 6 % à plus de 13 % à l'horizon 2030.



Une jeune fille exécutant une séquence de tam-tam lors des Vodun Days 2026



**Passez-nous vos
commandes de
sacs classiques et
solaires!**



**Nous sommes au service des communautés et des
organisations publiques comme privées.**



**SIEGE SOCIAL : LOKOSSA
BP 248 LOKOSSA.**



+229 0197465023.



christophe.tozo@gmail.com



**DIRECTION GÉNÉRALE :
07 BP 1073 COTONOU**



+229 0194747411



newvisiongroup23@gmail.com

Portrait exclusif

Ministre d'État béninois Romuald Wadagni



ROMUALD WADAGNI, Itinéraire d'un successeur désigné

Tous les sondages d'opinion le donnent gagnant de l'élection présidentielle du 12 avril 2026 au Bénin. Romuald Wadagni, dauphin désigné de Patrice Talon, coche toutes les cases pour porter plus loin les prouesses de son mentor.

► Par Anicet PEDRO



Dans la nuit du 31 décembre dernier, le ministre d'État chargé de l'économie et des finances, Romuald Wadagni, prenait son premier bain de foule Place de l'Amazone, à la suite de son mentor, habitué aux rendez-vous culturels de fin d'année en ce lieu devenu symbole du change-

ment qu'il a opéré à la tête du Bénin. Pour le chef de l'État Patrice Talon, qui y effectuait son dernier tour d'honneur de président en fin de mandat, tout avait l'air d'une passation de charges, même si la vraie passation de pouvoir aura lieu le 12 mai, date d'investiture du 5^e président de l'ère du renouveau démocratique au Bénin.

Fait rare sous les tropiques, Patrice Talon aura le mérite de préparer son dauphin, en plus d'avoir fait la sourde oreille à la sirène du troisième mandat, devenu une sinistre mode dans la plupart des pays africains. Il a non seulement désigné son successeur, mais a privilégié la compétence en choisissant la personne qu'il considère comme la mieux qualifiée pour assurer la continuité des initiatives de changement et de progrès qu'il a engagées. Talon est le mieux placé pour justifier pourquoi il a imposé Romuald Wadagni face aux nombreux prétendants de la mouvance présidentielle, alors que ce dernier n'était ni chef de parti politique, ni officiellement affilié à un parti. Cependant, il est clair que ce choix remporte un large consensus, du moins publiquement, et sera très probablement validé lors de l'élection présidentielle au Bénin, prévue pour le 12 avril 2026.

Premier de la classe

Celui qu'on appelle affectueusement Row a de quoi convaincre les Béninois par son parcours académique et professionnel, et surtout par son rôle stratégique dans les performances économiques réalisées par le Bénin ces dix dernières années. Quartier latin d'Afrique, le Bénin fabrique assez souvent des premiers de la classe. Des têtes froides comme on le dit, qui s'imposent dans les concours et les classes internationaux. Row est une tête brûlée

avec un parcours académique remarquable, témoignant d'une grande rigueur intellectuelle. Après avoir obtenu un baccalauréat scientifique au Bénin, il poursuit ses études en France et décroche un Master en Finance à l'École Supérieure des Affaires (ESA) de Grenoble, se distinguant comme major de promotion.

Désireux de renforcer ses compétences à l'international, il intègre ensuite la prestigieuse Harvard Business School, où il suit des formations pointues en finance, investissement et capital-risque, élargissant ainsi sa vision des marchés mondiaux et des pratiques de gestion financière. Parallèlement, il obtient la qualification d'Expert-Comptable en France et aux États-Unis, un double titre attestant de sa maîtrise des normes comptables internationales. Cette solide formation académique et professionnelle lui ouvre les portes du cabinet Deloitte, où il commence une brillante carrière avant d'être appelé à servir dans les hautes sphères gouvernementales.

Capitaine du navire économique

Si Talon est l'inspirateur de la croisière des réformes économiques, Wadagni est le capitaine qui a tenu le gouvernail à bon port. Son action dans la transformation économique du Bénin se distingue par une série de réformes majeures et structurantes.

Sous sa houlette, l'assainissement des finances publiques a renforcé la crédibilité de l'État béninois sur la scène internationale, réduit les déficits budgétaires et amélioré la gestion des ressources publiques. La dématérialisation des procédures fiscales a modernisé l'administration, facilité le paiement des impôts et lutté efficacement contre la fraude et la corruption, tout en augmentant le taux de collecte fiscale.

La gestion efficace de la dette publique est un autre pilier de sa stratégie, illustrée par des levées de fonds record sur les marchés financiers internationaux et par l'amélioration notable des notations souveraines du Bénin. Grâce à des choix judicieux, le pays a pu financer d'ambitieux projets de développement sans compromettre sa soutenabilité financière.

Sur le plan du secteur privé, Wadagni a instauré des incitations fiscales pour les PME et simplifié les démarches administratives, encourageant ainsi l'investissement local et étranger. L'un de ses projets phares reste la Zone Économique Spéciale de Glo-Djigbé, destinée à catalyser l'industrialisation, créer des emplois et développer des chaînes de valeur locales.

Enfin, des réformes ont permis des avancées significatives en matière de transparence budgétaire et de gouvernance climatique, positionnant le Bénin



comme un modèle de bonne gestion et d'innovation économique en Afrique. L'ensemble de ces réalisations porte la marque de Romuald Wadagni, dont la vision et le leadership sont unanimement salués par les observateurs et partenaires internationaux. Les résultats sont sans précédent. Le Bénin est passé du statut de pays moins avancé à celui de pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure, avec un taux de croissance de 7,5 % en 2024. Ces performances légitiment le choix de Wadagni et confortent Talon dans son ambition de voir son poulain porter ses actions à un niveau supérieur.

De ministre à homme d'État

Dans la galaxie Talon, Wadagni n'est pas qu'un mi-

nistre des Finances. En le préparant à la gestion de l'État, Patrice Talon l'a souvent associé à des décisions stratégiques au-delà de son portefeuille ministériel. Cette implication s'est traduite par sa participation active aux conseils restreints sur les grandes orientations du pays et aux négociations avec les partenaires internationaux. Wadagni a ainsi pris part aux arbitrages politiques majeurs, acquérant une vision globale des enjeux de l'État, bien au-delà de la sphère financière. Grâce à cette proximité avec le chef de l'État et à son exposition à des dossiers stratégiques, il s'est forgé une expérience précieuse pour assurer la continuité et la réussite des politiques publiques engagées. Il est passé de ministre à homme d'État. Il est prêt à gouverner.

Le libéral au chevet des Béninois

Romuald Wadagni incarne une idée simple : la prospérité n'est pas un décret, c'est une mécanique. Et cette mécanique a besoin d'une chose rare dans la vie publique : de la règle plutôt que de l'arbitraire, de la confiance plutôt que de la peur, du travail libéré plutôt que des privilèges.

S'il accède à la magistrature suprême, sa politique économique devrait d'abord poursuivre l'essentiel : la stabilité macroéconomique. Non par fétichisme comptable, mais parce que l'inflation, l'endettement désordonné et l'improvisation budgétaire frappent toujours les plus modestes. L'État devra dépenser mieux, cibler plus finement et rendre des comptes avec une transparence qui décourage les rentes.

Ensuite, il s'agira de traiter la question sociale à sa racine : l'emploi productif. Cela passe par un choc de simplification : formalités allégées, délais administratifs raccourcis, sécurité juridique renforcée, justice commerciale plus rapide. Une PME qui grandit, c'est un salaire qui tombe, une famille qui respire, une commune qui vit.

Son cap devrait aussi être celui d'un État stratège, non pas tentaculaire : investir là où le marché seul ne peut amorcer (énergie, infrastructures, numérique public, formation professionnelle), puis laisser le secteur privé déployer l'innovation, la concurrence et la disci-



pline des coûts. Dans l'agriculture comme dans l'industrie, l'enjeu sera de bâtir des chaînes de valeur, d'ouvrir des débouchés et d'attirer des capitaux patients, sans brader la souveraineté économique.

Enfin, au chevet des Béninois, il faudra une boussole : protéger les plus fragiles sans étouffer les plus entreprenants. Un filet social mieux ciblé, adossé à des services publics efficaces, peut cohabiter avec une liberté économique assumée. C'est cette alliance, entre rigueur, ouverture et justice, qui peut transformer la croissance en bien-être partagé.

L'enjeu pour Romuald Wadagni sera de convertir l'effort macroéconomique en prospérité vécue.

Par Sophonie Jed KOBOUDE

Directeur de la recherche économique chez Interglobe Conseils



Aurelie A. SOULE ZOUMAROU, Ministre du Numérique et de la Digitalisation, en visite dans la start-up Wasangari Labs

Labellisation des startups

Le Bénin au pas d'un mouvement croissant en Afrique francophone

Au Bénin, l'octroi du label « start-up » aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) éligibles est désormais effectif. Le premier appel à candidatures a permis au pays, au terme d'un processus national structuré, de reconnaître le potentiel d'innovation et de croissance de ses jeunes entreprises.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Stimuler l'innovation, favoriser la création d'emplois et inciter les investisseurs à miser sur les jeunes pousses : tel est l'engagement du gouvernement béninois envers les micros, petites et moyennes

entreprises (MPME) à travers l'octroi du label « start-up ». Un processus lancé le 2 décembre 2024 par le ministère du Numérique a permis de sélectionner, parmi quatre-vingt-quinze candidatures, quinze jeunes entreprises jugées dynamiques

et prometteuses.

« Après une vérification de l'éligibilité et de la complétude des dossiers par le secrétariat permanent du comité technique de labellisation, vingt dossiers ont été retenus et engagés dans un processus d'évaluation mené

par ledit comité [...]. À l'issue du processus d'évaluation des candidatures, quinze micro, petites et moyennes entreprises se sont vu octroyer le label start-up pour les trois prochaines années », a annoncé, dans un communiqué, le ministère béninois du Numérique et de la Digitalisation.

Ces entreprises opèrent, pour la plupart, dans des secteurs à fort contenu innovant tels que le numérique, la santé, l'agriculture et les technologies. Des acteurs comme Foxlabs (incubateur) ou des entreprises telles que IOTA SO (objets connectés) et Irawo (formation en ligne) illustrent la diversité de cet écosystème, allant de la fintech aux solutions numériques appliquées à des problématiques locales, avec une forte valeur ajoutée technologique.

Conditions d'éligibilité et avantages

Encadré par le décret n°2023-095 du 22 mars 2023, le label « start-up » est attribué pour une durée de trois (03) ans, renouvelable une seule fois. Il ne concerne toutefois pas l'ensemble des MPME. Un processus rigoureux d'analyse des dossiers et de vérification des critères est mené en amont.

Selon l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADPME), pour être éligible, l'entreprise doit notamment justifier de son statut de micro, petite ou moyenne entreprise depuis moins de six (06) ans, avoir développé ou soumis à autorisation une innovation dans des secteurs ciblés (numérique, santé, tourisme, agriculture ou technologies), et proposer un produit ou service à forte valeur ajoutée reposant sur un modèle économique

réplicable à grande échelle.

Une fois le label obtenu, il confère à l'entreprise une reconnaissance officielle de son potentiel d'innovation et de croissance, ouvrant droit à des avantages significatifs. Ceux-ci incluent des incitations fiscales (exonérations d'impôts et de TVA), des facilités administratives (douanes, guichet unique) ainsi qu'un accompagnement renforcé (coaching, incubation, accès aux financements). Le Code général des impôts prévoit notamment des exonérations de l'impôt sur les sociétés et des charges patronales sur les salaires durant les deux (02) premières années, puis une réduction de 50 % au titre de la troisième année.

L'objectif affiché est de favoriser, à moyen et long terme, l'émergence d'un vivier de start-up compétitives à l'échelle régionale et continentale, tout en renforçant l'attractivité du Bénin comme hub de l'innovation en Afrique de l'Ouest.

Une initiative sous-régionale en pleine éclosion

À l'instar du Bénin, d'autres pays de la sous-région, notamment le

Sénégal et la Côte d'Ivoire, s'inscrivent dans cette dynamique de reconnaissance des start-up. Le 12 mars 2025, le gouvernement ivoirien a annoncé, à l'issue d'un Conseil des ministres, la mise en place d'un Comité de labellisation des start-up numériques. Institué par la loi n°2023-901 du 23 novembre 2023, ce comité est chargé de la validation, du contrôle, ainsi que des modalités d'octroi et de retrait du label.

Cette initiative vise à promouvoir les jeunes entreprises du numérique, secteur en forte croissance, à renforcer la confiance numérique et à structurer un écosystème sécurisé, tout en offrant des avantages incitatifs. Les critères d'éligibilité reposent principalement sur l'innovation, la technologie et un modèle économique scalable.

Des dispositifs similaires existent déjà dans plusieurs pays africains, notamment le Sénégal, le Rwanda, la Tunisie ou encore l'Algérie, traduisant une volonté continentale de faire émerger des écosystèmes start-up capables d'attirer les investissements et de soutenir une croissance économique durable.



Séance de présentation au sein de la Start-up Orizon Web



Bénin

REMA adopte sa politique RSE et un plan d'actions ambitieux

En décembre 2025, le Réseau d'Échange entre Médecins d'Afrique (REMA) a franchi un cap décisif en adoptant une politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Une ambition assumée par cette entreprise béninoise, avec quelques représentations dans la sous-région, qui interconnecte les Médecins d'Afrique pour une meilleure prise en charge des patients.

► Par Samuel M. GBESSI

Pour REMA, l'adoption d'une démarche RSE vise à développer des solutions numériques au service de la santé et de la société, tout en minimisant l'impact environnemental et en renforçant les engagements éthiques de l'organisation.

Alignée sur la norme ISO 26000, cette politique s'inscrit dans la contribution aux Objectifs de Développement Durable. « Notre politique RSE s'appuie sur des principes fondateurs tels que l'éthique et l'intégrité, les bonnes pratiques médicales, scientifiques et commerciales, la protection des données, le dialogue social et des pratiques

sociales, environnementales et économiques recommandées», mentionne Sédric Degbo, fondateur et PDG de REMA.

MINDO CONSULTANTS au service de la transformation

Pour conduire et animer le processus d'élaboration et d'adoption de sa politique RSE, REMA s'est appuyé sur MINDO CONSULTANTS, cabinet spécialisé en conseil RSE. Grâce à son équipe d'experts, le cabinet a accompagné REMA à travers un processus complet : formation des équipes aux enjeux RSE, diagnostic approfondi des pratiques existantes, élaboration d'une stratégie sur mesure adaptée au secteur de l'e-santé,

et mise en œuvre opérationnelle des actions prioritaires.

Avec cette initiative, REMA s'impose comme pionnière de la santé numérique responsable dans la sous-région. En intégrant la RSE au cœur de sa stratégie, l'organisation démontre que l'innovation technologique et la responsabilité sociétale peuvent se conjuguer pour créer un impact positif durable. REMA rejoint ainsi le rang des grandes entreprises responsables du continent et ouvre la voie à d'autres acteurs pour adopter des pratiques plus durables et éthiques.



Responsabilité Sociétale des Entreprises

Comment Olam Agri Sénégal structure son impact

Au Sénégal, Olam Agri Sénégal montre qu'une entreprise agro-industrielle peut s'inscrire dans une démarche où chaque action compte. Sa politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), adossée au triptyque environnement-social-gouvernance, vise un développement durable et inclusif.

► Par Bacary DABO

Le 13 janvier 2026, à Diamniadio, à 37 kilomètres de Dakar, Olam Agri Sénégal a démontré que l'engagement environnemental d'une entreprise ne se limite pas aux salles de formation. Le président du Réseau RSE Sénégal confie qu'à l'issue d'une session de formation sur la RSE et le développement durable, inscrite dans le processus de labellisation RSE

CNP, une initiative symbolique a marqué les esprits des apprenants.

Il s'agissait d'offrir au formateur l'opportunité de mettre en terre un plant de citronnier au sein d'un espace d'arboriculture aménagé dans l'enceinte même de l'usine. Ce site compte aujourd'hui plus de 300 arbres fruitiers plantés par les employés, les visiteurs et les partenaires. Au-delà du geste, rapporte M.

Philippe Barry, cette initiative vise à renforcer l'ancrage opérationnel des messages RSE, à sensibiliser à la préservation de la biodiversité et à contribuer, à son échelle, à la lutte contre la déforestation. Elle témoigne de l'importance accordée par la direction générale d'Olam Agri Sénégal aux enjeux environnementaux.

La politique RSE d'Olam Agri Sénégal s'inscrit dans la continuité

de l'engagement global du groupe Olam Agri en faveur du développement durable. Depuis plusieurs années, l'entreprise structure ses actions autour des axes Environnement, Social/ Sociétal et Gouvernance (ESG). En 2025, Olam Agri Sénégal a renforcé cette démarche à travers plusieurs initiatives présentées lors d'un échange officiel avec le Réseau RSE Sénégal, confirmant son positionnement comme une entreprise « réellement engagée » en matière de RSE. Ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie mondiale de la multinationale, orientée vers un impact positif sur le climat, la nature et les moyens de subsistance.

Inclusion, santé, environnement, agriculture durable : les secteurs ciblés

Les initiatives RSE d'Olam Agri Sénégal couvrent plusieurs domaines prioritaires, notamment le développement social et l'inclusion. À ce titre, l'entreprise met en œuvre des programmes d'autonomisation des femmes à travers le projet MAMIE (Mamans Africaines, Mères Indépendantes et Entrepreneures), qui vise la formation et l'accompagnement de vendeuses et d'entrepreneuses locales. À ce jour, 500 femmes ont été accompagnées, pour un objectif de 5 000 d'ici à 2030. À ces actions s'ajoute la formation de près de 200 boulangers.

En interne, des infrastructures ont été mises en place pour améliorer le bien-être des employés, notamment une salle d'allaitement-crèche, une salle de jeux équipée de billard, baby-foot et table de ping-pong, un centre de formation et un jardin potager.

Sur le volet santé et bien-être, l'entreprise organise des campagnes annuelles de sensibilisation et de dépistage du cancer. En 2025, 275 femmes ont bénéficié de dépistages gratuits du cancer du sein et du col de l'utérus.

En matière d'agriculture durable, Olam Agri Sénégal collabore avec l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA) pour le développement de variétés de blé plus résilientes et productives, adaptées au marché sénégalais. L'axe environnemental est également pris en compte à travers des initiatives de reboisement et de gestion durable des ressources, notamment via le programme « My Plant, My Pride ».

Au cours des trois dernières années, l'entreprise a consacré plus de 2 % de son bénéfice net à ses activités RSE. Cet engagement découle de l'alignement de la politique RSE nationale sur la stratégie globale d'Olam Agri, articulée autour des mêmes trois axes. Les actions menées localement (agriculture durable, autonomisation des femmes, bien-être des communautés, climat et environnement) répliquent ainsi les priorités mondiales du groupe afin de générer un impact mesurable sur la protection de la biodiversité et l'inclusion sociale. Les programmes et investissements sociaux s'inscrivent, par ailleurs, dans un cadre global de durabilité du groupe.

Olam Agri et les défis de la RSE en Afrique

Pour les responsables d'Olam Agri, le Sénégal, à l'instar de nombreux pays africains, fait face à des défis environnementaux majeurs, notamment la

pression climatique marquée par la sécheresse, la dégradation des sols et la baisse de la productivité agricole, ainsi que la nécessité d'une transition vers des pratiques agricoles plus résilientes et durables.

Sur le plan de l'inclusion sociale et de l'autonomisation, la forte vulnérabilité des femmes et des jeunes appelle la création d'opportunités économiques plus durables. En matière de gouvernance et de transparence, l'entreprise déplore le manque de structuration de la RSE dans de nombreuses entreprises locales et souligne le besoin d'indicateurs normalisés et de certifications, à l'image du label RSE CNP, discuté avec le Réseau RSE Sénégal.

Parmi les autres défis figurent ceux liés à l'emploi et à la formation, avec la nécessité de renforcer les compétences techniques dans les secteurs agricoles et agro-industriels. S'y ajoutent des contraintes en matière d'infrastructures et de ressources, notamment un déficit de moyens financiers et logistiques pour conduire des programmes RSE structurants et durables dans certaines régions d'Afrique.

À travers des initiatives ambitieuses et mesurables, Olam Agri Sénégal démontre ainsi qu'une entreprise agro-industrielle peut devenir un véritable catalyseur de progrès environnemental, social et économique. Alignée à la fois sur le Sustainable Futures Plan d'Olam Agri et sur la Vision Sénégal 2050, l'entreprise contribue à l'émergence d'un Sénégal plus vert, plus résilient et plus inclusif, tout en consolidant un modèle industriel durable et responsable.



"La synergie de nos compétences à votre service"



GUICOPRES BTP
INFRASTRUCTURES
ROUTIERES ET BATIMENT



KAKANDE IMMO
PROMOTION IMMOBILIERE
GESTION PATRIMONIALE



KAKANDE INDUSTRIE
AGRO-INDUSTRIE
MINES



GMI
NEGOCE ET COMMERCE
INTERNATIONAL



NALOU TRANSIT
LOGISTIQUE,
TRANSIT ET FRET

CONSTRUISONS ENSEMBLE NOTRE AVENIR 🇩🇪



BP: 2150 Kagbelen plateau Commune de Kagbelen Conakry Republique de Guinee



www.groupe-guicopres.com



info@groupe-guicopres.com



+224 655 44 00 00



Classement IMPACT BUSINESS

Les 26 qui feront l'Afrique en 2026

Continent riche en ressources mais encore confronté à de profondes fragilités, l'Afrique peut compter sur ses femmes et ses hommes. Économistes, banquiers, financiers, juristes, entrepreneurs, ministres ou artistes, ils travaillent à inverser les tendances économiques négatives du continent. Votre magazine économique IMPACT BUSINESS vous propose une sélection de 26 personnalités dont les parcours et les actions pourraient marquer positivement l'année 2026.

► Par La Rédaction

Romuald WADAGNI, Ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances, chargé de la Coopération (Bénin)

Le discret stratège et candidat à l'élection présidentielle



Depuis l'arrivée de Patrice Talon au pouvoir en 2016, Romuald Wadagni s'est imposé comme l'un des piliers de l'action économique du Bénin. Ministre d'État et ministre de l'Économie et des Finances chargé de la Coopération, il a joué un rôle clé dans la conduite des réformes ayant renforcé les finances publiques, amélioré la mobilisation fiscale, maîtrisé l'endettement et accru l'efficacité des entreprises publiques.

Son influence s'étend également aux grands chantiers d'infrastructures et aux instances économiques régionales, où ses positions sur la dette et les instruments financiers sont régulièrement saluées.

Formé à l'École supérieure des affaires de Grenoble et à la Harvard Business School, passé par le cabinet Deloitte, Romuald Wadagni incarne le profil d'un technocrate discret et rigoureux. Élu en 2024 meilleur ministre des Finances d'Afrique et gouverneur du Groupe de la Banque mondiale pour le Bénin, il figure aujourd'hui parmi les personnalités clés de la relève politique béninoise, notamment depuis sa désignation par la majorité présidentielle pour succéder à Patrice Talon.

Mika DIOL, Entrepreneur (Sénégal)

L'autre visage du « phygital » en Afrique



Ancien ingénieur informatique chez Microsoft, Oracle et Ericsson, Mika Diol est un entrepreneur sénégalais qui incarne un nouveau visage du « phygital » en Afrique de l'Ouest.

Porté par une vision transformatrice de l'inclusion financière sur le continent, il cofonde en 2021 à Atlanta, avec Ibrahima Diedhiou, Outsource Monetic Group, une entreprise sénégaléo-américaine.

La start-up développe les appareils KaliSpot, conçus pour révolutionner le secteur des distributeurs automatiques de billets en Afrique de l'Ouest et du Centre. Fonctionnant grâce à une connexion 3G et pouvant être alimentés par panneau solaire, ces dispositifs intègrent surtout un logiciel capable d'identifier le service utilisé (banque, fintech, mobile money) afin d'adapter l'interface aux couleurs et à l'environnement de chaque marque.

Une innovation majeure qui positionne l'entreprise comme « le premier opérateur indépendant de guichets automatiques de banque en zone francophone ».

Wamkele MENE, Secrétaire général de la ZLECAf

L'homme qui veut faire de l'Afrique un grand marché

À la tête de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Wamkele Mene incarne l'ambition de transformer un ac-

cord politique en réalité économique pour 1,3 milliard d'Africains. Dans un contexte de tensions géopolitiques mondiales, il défend l'intégration



commerciale comme une condition de survie économique pour le continent.

Juriste et négociateur chevronné, il s'attaque aux dossiers les plus complexes : harmonisation des règles d'origine, déploiement du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), réduction des barrières administratives. Son mandat est celui de la concrétisation, avec un objectif clair : accroître significativement la part du commerce intra-africain, aujourd'hui estimée à environ 15 %.

À travers des projets concrets, notamment le développement de chaînes de valeur régionales intégrées, Wamkele Mene œuvre à poser les bases de la souveraineté économique africaine. Pour lui, l'avenir du continent s'écrit désormais à travers la ZLECAf.

Ahmed RAHHOU, Président du Conseil de la concurrence (Maroc)

Le banquier des dossiers emblématiques



Né le 25 juin 1958 à Meknès, Ahmed Rahhou est un banquier, chef d'entreprise et haut fonctionnaire marocain. Il débute sa carrière à Royal Air Maroc dans les années 1980, au sein du département informatique, après des études à Paris à l'École polytechnique puis à l'École nationale supérieure des télécommunications. Nommé à plusieurs reprises par Sa Majesté le roi Mohammed VI, il préside depuis 2022 le Conseil de la concurrence. Sous son impulsion, l'institution s'est attaquée à des dossiers emblématiques, veillant à la bonne application des règles de concurrence sur les marchés. Son action porte sur la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles, le contrôle des concentrations d'entreprises et la préservation d'une concurrence libre et loyale, au bénéfice des entreprises comme des consommateurs. Elle se traduit par des enquêtes, des sanctions, des avis consultatifs et un suivi rigoureux des opérations de fusion, avec une attention particulière portée aux équilibres économiques du Maroc.

Yvon SANA BANGUI, Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (Centrafrique)

La boussole financière de la CEMAC



Depuis mars 2024, Yvon Sana Bangui tient les rênes de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), une institution discrète mais essentielle pour le quotidien de près de 60 millions d'habitants de la CEMAC. À Yaoundé, siège de la banque centrale, ce centrafricain méthodique a hérité d'un poste sous haute tension : contenir l'inflation, préserver les réserves de change et restaurer la confiance monétaire dans une sous-région exposée aux chocs extérieurs.

Formé aux mathématiques, à l'économie et aux systèmes d'information, Sana Bangui n'est pas un banquier central de façade. Entré à la BEAC en 2005, il en connaît les rouages, les silences et les ur-

gences. Son style est à son image : peu d'esbroufe, beaucoup de chiffres, et une orthodoxie assumée, tempérée par le réalisme politique.

Son agenda est chargé. En 2025, la BEAC a ajusté ses taux directeurs, remis en circulation de nouvelles pièces pour enrayer la pénurie de monnaie divisionnaire et réaffirmé la discipline budgétaire

face aux États membres. Élu président de l'Association des banques centrales africaines, Yvon Sana Bangui s'impose désormais comme une voix qui compte bien au-delà de l'Afrique centrale.

En 2026, il sera l'un des arbitres silencieux de la stabilité régionale, à l'heure où la CEMAC joue sa crédibilité financière.

Sidi OULD TAH, Président de la Banque africaine de développement (Mauritanie)

Le banquier du possible africain



Élu le 29 mai 2025 à une large majorité, Sidi Ould Tah a pris les rênes de la Banque africaine de développement (BAD) dans un contexte d'attentes fortes. À Abidjan, siège de l'institution, cet économiste mauritanien aguerri se retrouve au cœur des grands arbitrages financiers du continent : dette, climat, industrialisation et mobilisation des capitaux privés.

Âgé de 60 ans, docteur en économie formé en France, ancien ministre de l'Économie et des Finances de Mauritanie, Sidi Ould Tah connaît parfaitement les arcanes de la finance internationale. Pendant près de dix ans, il a dirigé la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), qu'il a profondément restructurée, doublant ses capacités financières et renforçant sa crédibilité sur la scène internationale.

Entré officiellement en fonction le 1er septembre 2025, il affiche une ligne claire : faire de la BAD une banque d'impact, plus rapide, plus audacieuse et mieux connectée aux investisseurs comme aux États africains. Dans un continent soumis à une forte pression démographique et climatique, Sidi Ould Tah incarne une présidence de méthode, de rigueur et de résultats.

Parce qu'il détient désormais les clés des grands financements africains, son action pèsera lourdement en 2026 sur la capacité du continent à transformer la croissance en résultats concrets.

Acha LEKE, Consultant chez McKinsey & Company (Cameroun)

Le stratège derrière les décideurs



Consultant camerounais de premier plan chez McKinsey & Company, Acha Leke évolue depuis plus de vingt ans dans les coulisses du pouvoir économique africain. Basé à Johannesburg, il conseille gouvernements, institutions et grandes entreprises sur la transformation des économies du continent.

Ingénieur formé à Stanford, il a longtemps occupé des fonctions de direction au sein du cabinet, notamment comme Senior Partner et responsable de la pratique Afrique. À ce poste, il a piloté les grandes orientations stratégiques de McKinsey sur le continent, avant de revenir à un rôle de conseil de premier plan. Un parcours qui lui a permis de conjuguer vision macroéconomique et proximité avec les centres de décision. Parallèlement, il a cofondé l'African Leadership Network, misant sur l'émergence d'une nouvelle génération de leaders africains. Ses analyses récentes sur la productivité et l'essor des champions locaux ont nourri le débat économique.

En 2026, son influence se mesurera à la capacité des États et des entreprises africaines à passer de la stratégie à l'exécution.

Patrice MOTSEPE, président de la CAF

Vision et ambition pour le sport africain



Patrice Motsepe, président de la CAF depuis 2021, s'impose comme une figure incontournable du football africain en 2026, porté par son parcours d'homme d'affaires visionnaire et ses réformes pour moderniser l'institution.

Né en 1962 à Soweto, Patrice Motsepe est avocat de formation avant de bâtir une fortune dans le secteur minier avec African Rainbow Minerals. Propriétaire du club sud-africain Mamelodi Sundowns, il s'est forgé une réputation de dirigeant ambitieux et pragmatique. Son élection à la tête de la Confédération africaine de football en mars 2021, sans opposition, a marqué une volonté d'unité sur le continent. À la CAF, Motsepe a placé la gouvernance et la transparence au cœur de son mandat. Il a œuvré pour renforcer les partenariats financiers, améliorer la visibilité des compétitions africaines et développer les infrastructures sportives. Sous son impulsion, la Ligue des Champions africaine a gagné en attractivité, et la Coupe d'Afrique des Nations s'est affirmée comme un produit phare du football mondial. Sa proximité avec la FIFA et son engagement philanthropique renforcent son image de bâtisseur. En 2026, Patrice Motsepe apparaît comme un acteur clé du rayonnement du sport africain, incarnant une Afrique qui veut rivaliser avec les grandes puissances footballistiques et offrir à ses talents un cadre digne de leurs ambitions.

Georges ELOMBI, Président d'Afreximbank (Cameroun)

Le financier qui connecte l'Afrique



Depuis septembre 2025, le Camerounais Georges Elombi préside Afreximbank, pilier du financement du commerce et de l'industrialisation en Afrique. Élu lors de la 32e Assemblée générale tenue à Abuja en juin 2025, il succède au Nigérian Benedict Okey Ormah, figure emblématique et artisan de l'expansion spectaculaire de la banque au cours de la dernière décennie.

Juriste diplômé d'un Master of Laws et d'un doctorat en arbitrage commercial, Georges Elombi a bâti toute sa carrière au sein d'Afreximbank, qu'il a rejointe dès 1996. Il y a gravi tous les échelons jusqu'au poste de vice-président exécutif, pilotant des opérations majeures, dont la mobilisation de plus de 2 milliards de dollars pour l'achat de vaccins contre la Covid-19 et la levée de 3,6 milliards de dollars de capitaux propres en 2025. À la tête de l'institution, il mise sur l'industrialisation, le commerce intra-africain et l'attraction de capitaux privés pour transformer les ambitions économiques en projets concrets.

En 2026, Georges Elombi sera attendu sur sa capacité à faire d'Afreximbank un levier de financement audacieux, structurant et durablement moteur de croissance pour le continent.

Adama COULIBALY, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget (Côte d'Ivoire)

Le discret maître à jouer de l'économie ivoirienne

À un peu plus de 60 ans, Adama Coulibaly cultive la discrétion. Peu enclin à la lumière médiatique, cet homme réservé demeure

pourtant l'un des poids lourds de la vie économique et financière ivoirienne. Maire de Dimbokro, au centre du pays, il compte parmi les collabora-



teurs les plus écoutés du président Alassane Ouattara, qui en a fait l'un de ses piliers économiques.

Économiste réputé pour sa rigueur et son intégrité, il pilote les finances publiques ivoiriennes depuis le 4 septembre 2019. D'abord ministre de l'Économie et des Finances, puis ministre des Finances et du Budget, il voit son portefeuille renforcé en janvier 2026 avec l'intégration explicite de l'économie.

Originaire du nord de la Côte d'Ivoire et élu maire de Dimbokro en octobre 2023, Adama Coulibaly a géré l'ensemble des grands dossiers économiques et financiers du pays, notamment avec les institutions de Bretton Woods comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Il a également présidé le Conseil des ministres de l'UEMOA, confirmant son ancrage régional.

Rompant aux arcanes macroéconomiques et financières nationales et sous-régionales, il continuera en 2026 de peser de tout son poids sur les orientations économiques de la Côte d'Ivoire et de l'espace ouest-africain.

Angela KYEREMATEN-JIMOH, Fondatrice et PDG de Brainwave Tech Africa (Ghana)

Le numérique en partage



Figure montante de la transformation digitale africaine, Angela Kyerematen-Jimoh évolue à l'intersection de la technologie, du pouvoir économique et des stratégies continentales. Cette Ghanéenne a longtemps opéré au cœur des multinationales avant de tracer sa propre voie.

Formée à la finance internationale au Royaume-Uni, passée par UBS et ABN AMRO, elle rejoint IBM en 2011. Elle y gravit les échelons jusqu'à devenir la première femme africaine directrice générale d'IBM Ghana, puis responsable régionale pour plus de trente pays africains, pilotant l'expansion du géant technologique sur plusieurs marchés stratégiques.

En 2022, Microsoft la recrute comme Strategic Partnership Lead pour l'Afrique au sein de son Africa Transformation Office, une structure dédiée à la digitalisation des administrations, des entreprises et des écosystèmes d'innovation. Début 2025, elle franchit une nouvelle étape en lançant Brainwave Tech Africa, une initiative orientée vers l'intelligence artificielle, l'éducation et les partenariats public-privé. En 2026, Angela Kyerematen-Jimoh pèsera sur la capacité du continent à faire du numérique un levier de souveraineté et de croissance inclusive.

Jean-Kacou DIAGOU, Président du Groupe NSIA (Côte d'Ivoire)

La bancassurance dans les gènes



A 78 ans, Jean Kacou Diagou reste une figure centrale de la vie économique ivoirienne. Né sur les rives de la lagune Ébrié, cet homme à l'énergie intacte est aujourd'hui l'un des piliers du capitalisme national. Fondateur du groupe NSIA, il figure parmi les toutes premières fortunes de Côte d'Ivoire.

Après avoir débuté sa carrière dans le secteur des assurances, il fonde en 1995 le Groupe NSIA, qui s'impose rapidement dans les métiers de l'assurance avant de s'étendre à la banque. Aujourd'hui, la Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance est implantée dans une dizaine de pays africains et emploie plus de 3 000 collaborateurs. Sa fortune personnelle, estimée autour de 300 milliards de

francs CFA, le place régulièrement parmi les deux ou trois hommes les plus riches du pays. Discret mais influent, Jean Kacou Diagou continue de peser lourdement sur les orientations du secteur fi-

nancier ivoirien. En 2026, sa présence, son expérience et son réseau feront encore de lui une figure incontournable de l'écosystème bancaire et assurantiel en Côte d'Ivoire.

Yves KONÉ BRAHIMA, Directeur général du Conseil Café-Cacao (Côte d'Ivoire) **Le maître du cacao ivoirien**



À la tête de la stratégie filière café-cacao, Yves Koné Brahima demeure l'un des acteurs économiques les plus décisifs de la Côte d'Ivoire en 2026. Directeur général du Conseil Café-Cacao, il occupe une position centrale dans un secteur qui reste le socle de l'économie nationale. Ce dirigeant expérimenté porte une ambition claire : encourager un engagement accru des Ivoiriens dans la production et, surtout, dans la transformation du cacao. Car si la Côte d'Ivoire reste le premier producteur mondial, l'enjeu est désormais industriel. Sous son impulsion et celle du gouvernement, la stratégie est résolument tournée vers la transformation locale. Plusieurs projets structurants sont en cours, notamment la création d'unités industrielles à San Pedro, zone clé du sud-ouest ivoirien, et au PK24 à Yopougon, dans le district d'Abidjan. Au-delà de la gestion de volumes de production majeurs, Yves Koné Brahima pilote ainsi l'un des chantiers industriels les plus sensibles du pays. En 2026 et au-delà, il sera un acteur clé de la stratégie ivoirienne visant, avec le Ghana, à structurer une véritable « OPEP du cacao » en Afrique subsaharienne.

Idrissa NASSA, Président-directeur général de Coris Bank International **Le banquier en puissance**



À 62 ans, Idrissa Nassa s'impose comme l'un des banquiers les plus influents de l'espace ouest-africain. Fin connaisseur des mécanismes financiers, il dirige Coris Bank International (CBI), un groupe bancaire devenu incontournable en moins de deux décennies. Issu d'une famille d'entrepreneurs, titulaire de deux masters obtenus en France, l'un en management et stratégie financière, l'autre en executive business administration, il fonde Coris Bank en 2008. L'établissement connaît une expansion rapide et s'implante progressivement dans plusieurs pays : Côte d'Ivoire, Mali, Bénin, Togo, Guinée, Niger et Sénégal. Homme de convictions, Idrissa Nassa défend une vision fondée sur l'exemplarité et la formation continue des acteurs économiques, estimant que l'excellence se construit par la compétence et l'adaptation permanente à un environnement en mutation. En 2026, dix-huit ans après sa création, Coris Bank s'affirme comme une force bancaire montante et structurante. Désormais, il faut compter avec Idrissa Nassa et son groupe dans le paysage financier régional.

Mohamed El KETTANI, Président-directeur général d'Attijariwafa Bank (Maroc) **Le banquier africain le plus impactant**

Diplômé de l'École nationale des techniques avancées (ENSTA ParisTech), Mohamed El Kettani est l'un des acteurs majeurs du paysage bancaire africain. À la tête d'Attijariwafa Bank depuis 2007, il a piloté une transformation pro-

fonde du groupe, devenu la première banque privée du Maroc et la septième du continent. Sous son leadership, Attijariwafa Bank a renforcé année après année sa solidité financière, tout en menant une expansion ambitieuse dans 26 pays, avec



des investissements cumulés dépassant le milliard de dollars en Afrique. Une stratégie qui a consolidé la position du groupe comme acteur clé du financement des économies locales et du commerce intra-africain. En septembre 2025, Mohamed El Kettani a été distingué parmi les Sustainability Leaders 2025 par Forbes Middle East, saluant ses initiatives en faveur de l'intégration de la durabilité dans les opérations financières. Sous sa direction, la banque a notamment lancé le Fonds africain pour l'efficacité énergétique (FAEE) et réduit de manière significative son empreinte carbone. Fin 2025, il est sacré African Banker of the Year lors des AFIS Awards, consacrant un leadership reconnu pour sa vision, sa constance et son impact sur le secteur bancaire africain.

Hassan DAKHLALLAH, Fondateur et PDG de Porteo BTP (Côte d'Ivoire) Le roi du BTP



Dirigeant affable et entrepreneur déterminé, Hassan Dakhallah s'est imposé comme une figure majeure du secteur du BTP en Côte d'Ivoire. À la tête de Porteo BTP, il place le développement durable des infrastructures et la qualité des ouvrages au cœur de sa stratégie. Partisan de standards internationaux en matière de construction, il s'inscrit dans une logique de long terme, inspirée des modèles des grandes économies. Son engagement lui a valu plusieurs distinctions, dont le Prix national de l'Excellence en 2018, 2022 et 2024. Au cours des cinq dernières années, Porteo BTP a remporté 33 marchés, représentant près de 1 775 kilomètres de routes. Le chiffre d'affaires du groupe est passé de 163,6 milliards de francs CFA en 2020 à 190,2 milliards en 2022, confirmant une croissance soutenue. En 2026, Hassan Dakhallah restera un acteur clé du développement des infrastructures ivoiriennes, un secteur stratégique pour la compétitivité et la transformation économique du pays.

Roselyne CHAMBRIER, Fondatrice et CEO de Onze Capital (Gabon) Figure montante des infrastructures africaines



Gabonaise de nationalité, Roselyne Chambrier incarne une nouvelle génération de leaders africains engagés dans la redéfinition du narratif économique du continent. Fondatrice et CEO d'Onze Capital, elle dirige un fonds d'investissement dédié à l'industrialisation et à la création de valeur locale. Avant de lancer sa propre structure, elle a largement contribué à l'implantation du groupe ARISE IIP en Afrique, un acteur panafricain de référence dans le développement et l'exploitation de parcs industriels et de zones économiques spéciales. À 40 ans, elle est notamment reconnue pour avoir piloté la construction du Terminal industriel polyvalent de San Pedro (TIPSP) en Côte d'Ivoire, premier port minéralier du continent dirigé par une femme. Cette infrastructure stratégique génère des milliers d'emplois et contribue à hauteur d'environ 3 % au PIB ivoirien. Roselyne Chambrier s'impose aujourd'hui comme l'une des voix féminines les plus influentes du continent, convaincue que l'éducation, la finance et l'industrialisation sont les piliers d'un développement durable. Nommée Young Global Leader par le Forum économique mondial en 2023, elle bénéficie d'une tribune internationale pour porter la voix de l'Afrique sur les enjeux futurs. À tra-

vers sa fondation Sename, elle s'engage également dans l'éducation, avec la création d'une école d'ex-

cellence gratuite pour les filles de 3 à 18 ans à Comé, au Bénin.

Aziz AKHANNOUCH, Chef du gouvernement (Maroc)

Pouvoir économique et autorité politique



Considéré comme l'homme le plus riche du Maroc, avec une fortune estimée à environ 1,6 milliard de dollars selon Forbes en 2025, Aziz Akhannouch évolue à la frontière du monde des affaires et de l'action publique. Cette position singulière est le fruit de son rôle central au sein du groupe Akwa, conglomerat fondé par son père dans les années 1950, aujourd'hui dominant dans les secteurs du pétrole, du gaz et de la chimie à travers des filiales emblématiques comme Afrikaia Gaz et Maroc Oxygène.

Nommé chef du gouvernement en octobre 2021 par le roi Mohammed VI, Aziz Akhannouch devient alors le premier dirigeant de l'exécutif marocain issu directement du monde des affaires. Une fonction qui lui confère une nouvelle dimension, à la croisée de la décision politique et de l'influence économique. Son ambition est claire : renforcer la compétitivité du Royaume chérifien afin d'attirer davantage d'investissements étrangers. Sa stratégie repose sur la simplification des procédures administratives, l'amélioration du climat des affaires et la consolidation du rôle du Maroc comme hub économique régional. Contrairement à d'autres grandes fortunes du Maghreb, Aziz Akhannouch se distingue par sa capacité à conjuguer pouvoir économique et responsabilité politique. Une combinaison qui fait de lui une figure incontournable au Maroc et, au-delà, sur le continent africain.

Youssou NDOUR, Musicien, entrepreneur et homme politique (Sénégal)

Une voix mondiale et un impact économique durable



Au Sénégal comme à l'international, Youssou Ndiour est bien plus qu'une voix iconique ou une star de la musique africaine. Artiste de renommée mondiale, il est aussi un entrepreneur aguerri qui a su bâtir un véritable empire médiatique avec le Groupe Futurs Médias (GFM), employant plus de 700 personnes et jouant un rôle majeur dans la consolidation de la démocratie et de la liberté d'expression. En avril 2021, en pleine pandémie de Covid-19, il fait preuve d'audace et de résilience en inaugurant à Diamniadio le complexe industriel IMPACK, une imprimerie moderne financée à hauteur de 15 milliards de francs CFA, dont 3 milliards sur fonds propres et 12 milliards apportés par Afreximbank.

Ce projet industriel, qui devrait générer jusqu'à 2 000 emplois à plein régime, renforce son rôle de créateur de valeur, d'emplois et d'idées. À 66 ans, après 45 ans de carrière, Youssou Ndiour demeure une figure centrale du paysage culturel, économique et citoyen sénégalais. La sortie en 2025 de son album Éclairer le monde confirme la vitalité d'un artiste qui continue de dialoguer avec son époque et de porter la voix de l'Afrique sur les scènes du monde.

Ousmane SONKO, Premier ministre du Sénégal

Le réformateur qui bouscule les équilibres

Quelques mois après le lancement en grande pompe du Plan de redressement économique et social (PRES), en présence du pré-

sident Bassirou Diomaye Faye, Ousmane Sonko a été cité parmi les « 20 maîtres du monde », une distinction symbolique qui souligne l'attention inter-



nationale portée à son parcours et à son discours.

Dans l'ouvrage *Les Maîtres du monde*, coordonné par Pascal Boniface, fondateur de l'IRIS à Paris, le Premier ministre sénégalais figure aux côtés de dirigeants et de personnalités mondiales telles que Donald Trump, Vladimir Poutine, Xi Jinping, Narendra Modi, Mohamed Ben Salmane ou encore Lula da Silva. Un choix que l'auteur justifie par le caractère singulier du projet porté par Ousmane Sonko. Selon Pascal Boniface, l'intérêt du cas Sonko réside dans son discours en faveur d'une indépendance économique assumée, sans rupture institutionnelle ni prise de pouvoir militaire, contrairement à certaines trajectoires observées dans la région ouest-africaine. Cette posture lui confère une audience qui dépasse largement les frontières du Sénégal.

Sur la scène internationale, Ousmane Sonko incarne une nouvelle voix africaine appelant à une redéfinition des relations historiques entre le Sénégal et ses partenaires traditionnels, notamment la France. Son approche privilégie un rééquilibrage des échanges économiques plutôt qu'une rupture brutale, un positionnement qui séduit autant qu'il interroge.

Éric AKOUTE, Directeur général de l'APIEX-Bénin

L'architecte des investissements au Bénin



Expert-comptable de formation et spécialiste reconnu des investissements publics et privés, Eric Akouté fait partie de ces profils techniques qui ont discrètement façonné les réformes économiques récentes du Bénin. Sa nomination comme Directeur général de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX Bénin), le mercredi 03 décembre 2025 en Conseil des ministres, consacre un parcours bâti sur la rigueur et l'expertise. Titulaire du Diplôme d'Expertise Comptable de l'Académie de Paris et doctorant en gestion à l'Université Paris1 Panthéon-Sorbonne, il s'est forgé une solide expérience internationale dans l'audit et la structuration financière. Il a exercé au sein de cabinets de référence tels qu'Ernst & Young Paris et Mazars Paris, ainsi qu'à la Cour des Comptes de France, où il a travaillé sur des programmes publics de grande envergure, la gouvernance contractuelle et les partenariats public-privé.

De retour au pays, Eric Akouté rejoint le Bureau d'Analyse et d'Investigations (BAI) de la Présidence de la République. Il y joue un rôle clé dans la structuration de plusieurs projets majeurs du Programme d'Actions du Gouvernement. À l'APIEX, où il a déjà contribué à la transformation structurelle de l'agence, il incarne aujourd'hui une continuité stratégique au service de l'attractivité économique du Bénin.

Ismail Ibrahim AHMED, Fondateur et président de WorldRemit (Somalie)

Un pionnier de la finance digitale inclusive

Ismail Ahmed incarne le parcours d'un visionnaire ayant transformé une expérience personnelle en révolution mondiale. Né en Somalie, il est confronté très tôt aux difficultés liées aux transferts d'argent vers les familles restées au pays. Après

avoir travaillé comme conseiller en conformité aux Nations unies, il prend conscience des limites des systèmes traditionnels de remises migratoires, souvent coûteux, lents et peu transparents.

De cette réalité naît WorldRemit, fondée en 2010 à



Londres avec l'ambition de rendre les envois de fonds plus accessibles, rapides et sécurisés grâce au numérique. Sous sa direction, l'entreprise introduit une approche mobile innovante, permettant aux diasporas d'envoyer de l'argent directement depuis leur téléphone vers des comptes bancaires, des portefeuilles électroniques ou des points de retrait.

Cette simplicité bouleverse un secteur longtemps dominé par des acteurs traditionnels et propulse Ismail Ahmed au rang de pionnier de la finance digitale inclusive. WorldRemit devient un leader mondial, desservant des millions de clients dans plus de 130 pays.

Au-delà de la technologie, il se distingue par son engagement social. En 2016, il reçoit le prix EY de l'Entrepreneur de l'année (Londres et Sud). En 2020, il est désigné personnalité noire britannique la plus influente, symbole de son rôle dans la promotion de la diversité et de l'inclusion. Chez WorldRemit, 65 % des collaborateurs sont des femmes, reflet d'une culture d'entreprise fondée sur l'équité.

Ismail Ahmed n'a pas seulement bâti une entreprise prospère. Il a démontré que la technologie peut devenir un instrument de solidarité, reliant les diasporas à leurs familles et contribuant de manière concrète à l'économie mondiale.

Henok ASSEFA, Investisseur et entrepreneur (Éthiopie)

Le financier de l'économie de demain



Henok Assefa incarne une nouvelle génération de bâtisseurs africains convaincus que l'avenir du continent repose sur sa capacité à transformer ses besoins en opportunités. Fondateur et associé commandité d'African Renaissance Ventures, il s'impose comme l'un des architectes du financement des infrastructures et de la croissance inclusive en Afrique.

Fondateur de Precise Consult, cabinet de conseil en investissement et en stratégie devenu une référence en Éthiopie, il a accompagné des dizaines de projets structurants, contribuant à professionnaliser l'écosystème entrepreneurial et à attirer des financements internationaux. Son action dépasse toutefois le cadre du conseil.

Pionnier dans la structuration de modèles de financement d'infrastructures respectueux du climat, il a notamment lancé le premier accélérateur d'énergies renouvelables en Éthiopie et soutient aujourd'hui des initiatives de financement mixte pour les systèmes énergétiques décentralisés. Son engagement s'inscrit dans une vision pragmatique de la transition énergétique africaine.

Il est également cofondateur d'Addis Ababa Angels, un réseau qui facilite l'accès au capital pour les jeunes entrepreneurs numériques éthiopiens. En créant des passerelles entre investisseurs et innovateurs, il contribue à l'émergence d'une nouvelle génération de start-up africaines compétitives à l'échelle mondiale. En 2026, Henok Assefa figure parmi les stratèges les plus influents de sa génération, à la croisée de la finance, de l'innovation et de la responsabilité.

Strive MASIYIWA, Fondateur d'Econet Global et de Cassava Technologies (Zimbabwe)

Le bâtisseur d'avenir

Né en 1961 au Zimbabwe, Strive Masiyiwa est devenu l'un des symboles les plus aboutis de la réussite entrepreneuriale africaine. Fondateur d'Econet Global et de Cassava Technologies, il

a connecté des millions de foyers africains au numérique, ouvrant la voie à une nouvelle ère de télécommunications et de services digitaux sur le continent.



En septembre 2025, il franchit un cap décisif en annonçant un investissement de près de 720 millions de dollars pour l'implantation à Casablanca d'une usine dédiée à l'intelligence artificielle. Ce projet inscrit le Maroc sur la carte mondiale des pôles technologiques et s'intègre dans une ambition plus large : la création d'un Sovereign AI Cloud, un réseau d'infrastructures réparties entre l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, l'Égypte et le Maroc.

L'objectif est clair : doter l'Afrique d'une souveraineté numérique, réduire sa dépendance aux géants technologiques étrangers et permettre aux talents locaux de concevoir des solutions adaptées aux réalités africaines. Philanthrope reconnu et membre du conseil d'administration de la Fondation Gates, Strive Masiyiwa consacre une part significative de sa fortune à l'éducation et à la santé. Son parcours est guidé par une conviction profonde : l'Afrique doit écrire son propre récit technologique et économique. En 2026, il incarne bien plus qu'un chef d'entreprise : il est l'un des visages d'un continent qui investit dans son avenir et assume ses ambitions.

Mary VILAKAZI, Directrice générale de FirstRand Group (Afrique du Sud) La force d'une vision



Agée de 48 ans, Mary Vilakazi est l'une des dirigeantes les plus en vue du secteur bancaire sud-africain. Nommée directrice générale de FirstRand Group en avril 2024, elle incarne un leadership fondé sur la rigueur, la transformation et l'impact.

Elle débute sa carrière chez PwC dans l'audit et la finance, avant de devenir en 1999 l'une des plus jeunes associées du cabinet en Afrique du Sud. Elle occupe ensuite des postes de haute direction dans plusieurs grands groupes financiers, consolidant une expertise reconnue en gouvernance et en stratégie.

À la tête de FirstRand, elle pilote la croissance stratégique et la solidité financière du groupe, tout en mettant l'accent sur l'inclusion financière, la transformation économique et le financement des PME. Son leadership renforce le rôle de FirstRand comme acteur majeur du développement économique régional.

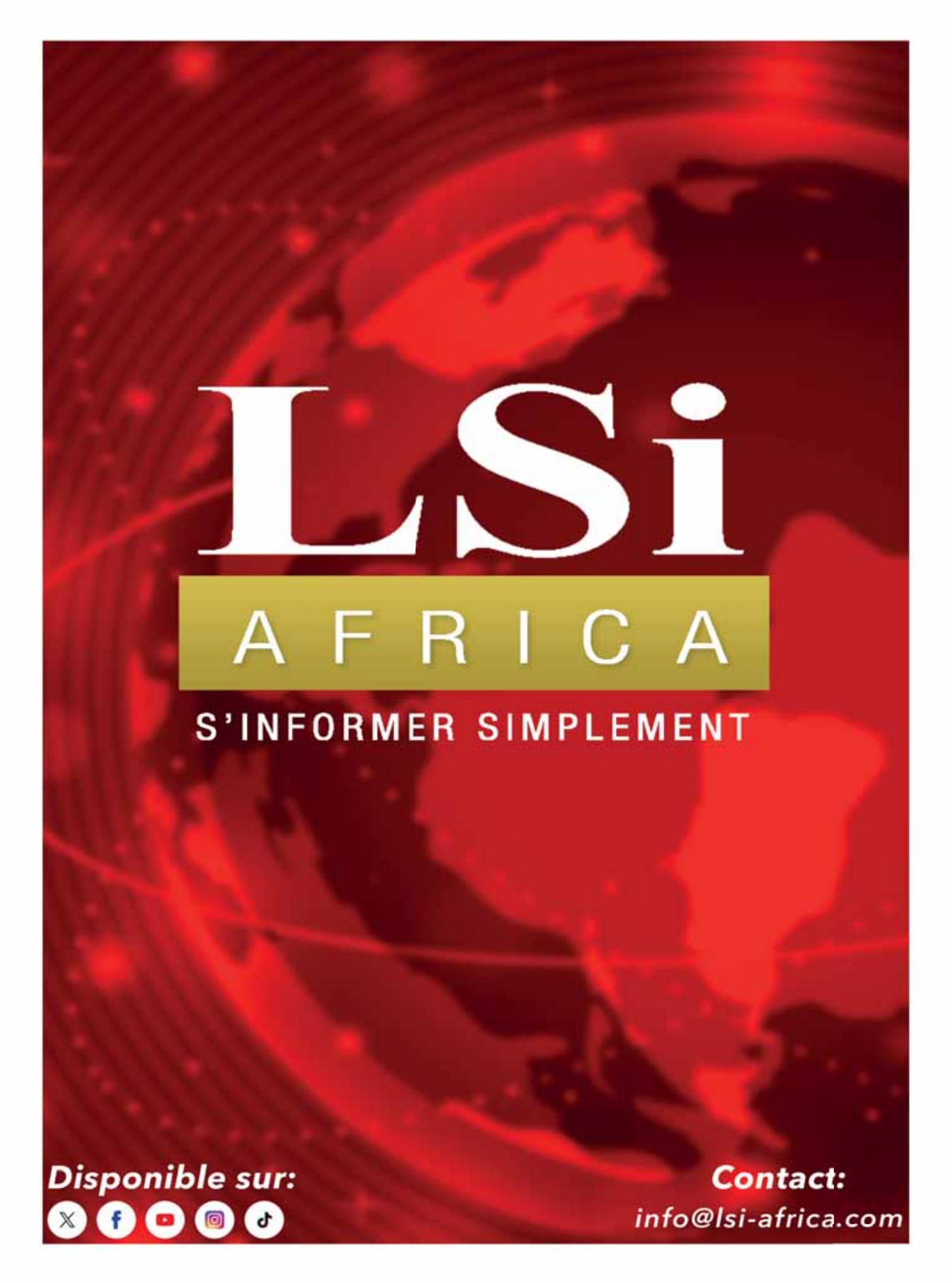
André Wameso NKWALOLKI, Économiste et homme politique (RDC) L'homme des leviers économiques de la RDC



André Wameso Nkwaloloki est une figure de référence du monde financier congolais et international, reconnu pour sa rigueur et son expertise macroéconomique. Nommé gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC) en juillet 2025, il s'est vu confier la délicate mission de restaurer la confiance dans le franc congolais et de stabiliser le cadre monétaire national.

Avant son arrivée à la BCC, il a exercé dans plusieurs institutions financières de premier plan, notamment à Rawbank en RDC, ainsi que dans des établissements bancaires en Europe, où il a occupé des fonctions stratégiques dans la gestion des risques financiers.

Son parcours, à la croisée de la finance internationale et des réalités économiques congolaises, fait de lui un acteur clé de la gouvernance économique de la RDC. En 2026, André Wameso Nkwaloloki pèsera lourdement sur les orientations liées aux finances publiques, aux ressources minières et à la stabilité macroéconomique du pays.



LSi

A F R I C A

S'INFORMER SIMPLEMENT

Disponible sur:



Contact:

info@lsi-africa.com

Sommet Afrique-France : L'heure du rééquilibrage

► Par Jos Blaise MBANGA KACK



C'est désormais acté : les 11 et 12 mai 2026, le sommet Afrique-France se tiendra à Nairobi, capitale du Kenya, loin du traditionnel espace francophone. Le symbole est lourd de sens. Il dit moins un reniement qu'une recomposition silencieuse des rapports entre la France et le continent africain. Une géographie diplomatique qui se déplace, non sous l'effet d'un coup de colère, mais sous la pression des rapports de force, de la concurrence internationale et des réalités économiques.

Les dirigeants africains francophones, pour la plupart, ont vu leur relation avec Paris évoluer. Certains, habiles manœuvriers, ont compris que la diplomatie ne se pratique ni dans la rupture spectaculaire ni dans la soumission nostalgique. En diplomatie, la rupture brutale est rarement une stratégie ; elle est souvent un aveu d'impuissance. Pourtant, plusieurs pays ont choisi la voie de la cassure : fermeture de l'espace aérien aux compagnies françaises, rupture des

accords militaires, discours de rejet total de l'ancienne puissance coloniale. Une posture radicale, séduisante sur les places publiques, mais discutable dans ses effets concrets.

Thomas Sankara, alors président du Burkina Faso, aujourd'hui disparu et figure tutélaire de la souveraineté africaine, ne s'y serait jamais résolu. Il assistait aux sommets Afrique-France, y prenait la parole avec une franchise redoutable ; ses interlocuteurs lui tenaient le crachoir, y compris François Mitterrand. Les passes d'armes étaient idéologiques, parfois rugueuses, mais toujours d'un haut niveau politique. Sankara n'a jamais coupé les ponts ; il voulait les rééquilibrer. Son ambition n'était pas de claquer la porte, mais d'inverser le rapport de force : que le vouvoiement diplomatique se transforme, sur le plan économique, en un tutoiement de respect. La leçon reste d'actualité. Comme le rappelait le général de Gaulle, ancien président français aujourd'hui disparu, les grandes puissances n'ont pas d'amis, elles ont des intérêts. Et c'est précisément au nom de ces intérêts que la France a, ces dernières années, déplacé son centre de gravité africain. Moins de discours sentimentaux, plus de pragmatisme économique. À ce jeu-là, le Nigeria a raflé la mise. Première économie du continent, géant démographique, marché intérieur massif : Abuja concentre aujourd'hui une part significative des investissements français en Afrique subsaharienne.

Quelques chiffres suffisent à éclairer cette réalité. Le Nigeria est devenu le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne, représentant environ un cinquième des échanges français avec la région. Plus d'une centaine d'entreprises françaises y sont implantées, dans l'énergie, l'industrie, les services et bien d'autres secteurs, employant des milliers de Nigériens. Le stock d'investissements français s'y chiffre en milliards d'euros. Autrement dit, Paris investit aujourd'hui davantage dans ce pays anglophone que dans l'ensemble de ses anciens prés carrés francophones. Les affaires, décidément, parlent une langue universelle.

Ce déplacement stratégique dit une chose

simple : les privilèges accordés aux partenaires non issus de l'histoire coloniale seront nécessairement plus élevés, car ils ne sont pas parasités par les contentieux mémoriels. Cela ne relève ni de la morale ni de l'idéologie, mais d'une logique d'intérêts réciproques. À charge pour les pays africains francophones de comprendre que l'histoire ne garantit plus l'avenir.

Dans ce contexte mouvant, certains dirigeants tentent une voie médiane. Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye, pourtant ancré dans une logique souverainiste, n'a pas opté pour la rupture totale. À son actif, un geste fort : la remise au cœur du débat national de la tragédie de Thiaroye, par le biais du travail de l'historien Mamadou Diouf. La mémoire est regardée en face, sans pour autant faire table rase des relations économiques. Les bases militaires françaises ont quitté le Sénégal, mais Dakar demeure l'une des destinations privilégiées des investissements étrangers, y compris français. Le symbole est clair : souveraineté n'est pas synonyme d'isolement.

Cette posture rappelle, à bien des égards, la doctrine de Félix Houphouët-Boigny, premier président ivoirien disparu en 1993 : « la Côte d'Ivoire est l'amie de tout le monde et l'ennemie de personne. » Une phrase souvent caricaturée, mais profondément stratégique. Dans les années 1970 et 1980, Abidjan osait dialoguer avec l'Afrique du Sud sous apartheid, non par complaisance morale, mais par calcul géopolitique. Houphouët-Boigny privilégiait le dialogue à l'isolement, les intérêts économiques à l'indignation incantatoire. Il fit de même avec Israël, nouant des relations que d'autres pays africains, plus frileux, finirent par suivre.

Ce pragmatisme pourrait aujourd'hui servir de boussole. Être ami avec plusieurs partenaires ne signifie pas renoncer à ses intérêts fondamentaux. Le véritable enjeu pour l'Afrique est ailleurs : transformer localement, produire sur place, créer de la valeur ajoutée, rembourser intelligemment la dette, créer de l'emploi pour une jeunesse nombreuse et inventive. Cela suppose des banques d'investissement solides, des fonds de garantie crédibles, un accès réel au crédit pour les entrepreneurs, et surtout la renaissance d'instituts de recherche capables de produire des solutions adaptées aux réalités tropicales. Sans recherche, il n'y a pas de développement durable.

Mais l'Afrique ne peut relever ces défis en se coupant du monde. L'autarcie est un mythe dangereux. Le populisme, qui consiste à suivre les émotions populaires parfois façonnées depuis l'extérieur du continent, confond trop souvent panafricanisme et rejet systématique de la France. Or, être panafricaniste ne signifie pas être antifrçais par réflexe. Le vrai combat est celui de l'inversion du rapport de force, pas celui de la fermeture.

Comme le souligne le professeur d'histoire et de sciences politiques Achille Mbembe, il faut sortir de ce « panafricanisme frelaté au goût amer ». Poser les bonnes questions : qu'est-ce que l'Afrique ? Existe-t-elle comme entité homogène ? Ou faut-il parler, plus honnêtement, des Afriques ? Le Sahara a déjà tracé une frontière naturelle. Au-dessus, des pays membres de la Ligue arabe, de l'Union du Maghreb arabe, de l'espace méditerranéen. En dessous, une Afrique subsaharienne plurielle, elle-même traversée de différences profondes. Vouloir tout unir sans critères relève de l'utopie. Même au sud du Sahara, l'unité ne peut être sentimentale. L'Union européenne ne s'est pas bâtie sur l'émotion, mais sur des critères précis. Tous les pays européens n'en sont pas membres. L'Afrique gagnerait à privilégier des convergences concrètes : la zone de libre-échange continentale, les grands axes routiers comme Mombasa-Lagos, la levée des visas entre Africains. Le rêve d'un continent dirigé par un seul président relève de la littérature, pas de la politique.

On ne se rassemble pas pour se rassembler. L'Afrique du Sud le sait : elle est plus à l'aise dans les BRICS (ensemble de pays constitué du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud) ou le G20 que dans des ensembles où les économies sont exsangues et les libertés absentes. Comme dans une tontine, on ne devient membre que si l'on peut contribuer. L'angélisme est un luxe que l'Afrique ne peut plus se permettre.

L'union précède toujours la puissance. Travaillons d'abord à bâtir des États solides, économiquement performants, démocratiquement crédibles. Alors, seulement, les regroupements utiles, ceux fondés sur des intérêts clairs et des objectifs mesurables, auront un sens. À défaut, l'unité restera un slogan creux, bon pour les tribunes, mauvais pour l'histoire.



ALAIN, CYRILLE ET WILLIAM
NKONTCHOU,

Trois frères dans la haute finance

Chez les Nkontchou, l'école précède la banque et le silence vaut stratégie. Portrait d'une fratrie camerounaise qui a fait de l'instruction un levier de pouvoir durable en Afrique.

► Par Jos Blaise MBANGA KACK

Is sont sept enfants, nés d'un père diplomate et d'une mère institutrice, convaincue, à juste titre, que l'instruction est le seul capital qui ne connaît ni crise ni dévaluation. Les Nkontchou ont grandi au rythme des valises diplomatiques, des capitales étrangères et des bibliothèques bien garnies. Cette fratrie « offshore » évolue entre rigueur républicaine et curiosité tous azimuts. Une famille soudée, cosmopolite, d'une discrétion presque déconcertante à l'ère des fortunes démonstratives. Dans cette fratrie de sept, trois prénoms se sont hissés dans la sphère de la haute finance africaine

: Alain, Cyrille et William. Trois frères que rien ne prédestinait formellement aux manœuvres bancaires d'envergure, sinon une discipline familiale rigoureuse et un rapport ascétique au travail. « La chance que nous avons, c'est d'être dans un environnement où le travail est devenu une distraction », confie William. Alain, l'infatigable, glisse, sourire en coin : « Je voyage dans mon jet avec tout mon bureau parce que je pense que le repos est presque une punition. » Et d'ajouter : « même les dîners et les déjeuners de famille se transforment en séance de travail, voire en conseil d'administration ».

Alain Nkontchou, le stratège et le pionnier



Il a montré la voie sans jamais faire la leçon. Aîné de la famille, sa trajectoire commence par une formation scientifique solide, presque austère, à rebours des carrières financières flamboyantes. En 1985, il obtient un master en ingénierie électrique et électronique à l'Université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), avant de décrocher, en 1987, le diplôme d'ingénieur de l'École supérieure d'électricité (Supélec), l'une des institutions les plus exigeantes de la technostructure française. La finance viendra ensuite, non comme une rupture, mais comme un prolongement logique. En 1989, en effet, il complète ce socle par un master en comptabilité et finance à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP Europe). Trois diplômes, trois disciplines, une même constante : la méthode. Cette architecture académique irrigue toute sa carrière. Alain Nkontchou, que l'on aurait pu attendre dans une grande entreprise du secteur électrique, entre très tôt dans la finance internationale, où il évolue au sein de grandes banques mondiales : Chemical Bank, JP Morgan Chase, puis Crédit Suisse, principalement à Londres. Il y occupe des fonctions de direction, au cœur des marchés finan-

ciers globaux, dans ces salles où la volatilité se lit mieux dans les chiffres que dans les discours.

En 2008, il cofonde avec son frère Cyrille Enko Capital Management, société de gestion d'actifs spécialisée sur l'Afrique, avant de participer au développement d'Enko Education, prolongeant ainsi une conviction familiale ancienne : la finance peut structurer, mais l'éducation transforme. Son influence s'exerce aussi au niveau institutionnel.

Longtemps président du conseil d'administration d'Ecobank Transnational Incorporated, banque panafricaine dont le siège est à Lomé, au Togo, il l'accompagne dans une phase clé de gouvernance et de consolidation.

Marié à une aristocrate nigériane, avocate très célèbre du milieu des affaires et redoutée sur les places financières anglo-saxonnes, le couple a établi ses quartiers à Londres, en Angleterre. Membre du comité d'honneur du groupe Laurent-Perrier, il est devenu l'un des visages familiers des négociations conduites en poste avancé. Grand lecteur, entouré d'ordinateurs, il dévore livres et diplômes avec la même gourmandise tranquille.

Cyrille Nkontchou, l'explorateur éducatif et financier

Il est sans doute le plus hybride des trois frères : financier de formation, éducateur par conviction, entrepreneur par nécessité. Son parcours académique, d'abord, en dit long sur cette double exigence. Il est diplômé de Sciences Po Paris, puis de la Harvard Business School, aux États-Unis, où il acquiert les codes de la finance globale autant que le goût des stratégies de long terme. Deux écoles, deux cultures, une même obsession : comprendre avant d'agir.

Sa carrière professionnelle s'ouvre dans les grandes institutions financières internationales, où il se forge une expertise en marchés financiers, en conseil et en analyse stratégique. Il passe notamment par JP-Morgan, Crédit Suisse, BlueCrest et Merrill Lynch, fréquentant les salles de marchés et les comités d'investissement bien avant que l'Afrique ne devienne un mot-clé dans les présentations PowerPoint. Aujourd'hui, il est installé en Afrique du Sud, pays qu'il a découvert et adopté lorsqu'il était haut cadre au sein de la société Schlumberger. Ces expériences lui donnent une lecture fine des flux de capitaux, mais aussi de leurs angles morts.

En 2008, avec son frère Alain, il cofonde Enko Capital Management, société de gestion d'actifs spécialisée sur les marchés africains. L'ambition est claire : offrir aux investisseurs africains et internationaux une plateforme conforme aux standards internationaux, tout en restant ancrée dans les réalités du continent. Cyrille y occupe aujourd'hui les fonctions de cofondateur et d'associé directeur général, apportant une expertise centrée sur les marchés actions, l'analyse financière et le conseil stratégique. Mais réduire Cyrille Nkontchou à la finance serait passer à côté de l'essentiel. Son autre chantier, peut-être le plus structurant, s'appelle Enko Education. Fondé en 2013, ce réseau panafricain d'écoles privées vise à démocratiser l'accès à un enseignement primaire et secondaire de qualité, aligné sur les standards internationaux. La genèse du projet est autant intellectuelle que personnelle. Cyrille part d'un constat simple : la qualité de l'enseignement primaire et secondaire en Afrique a reculé, moins par désengagement budgétaire que sous l'effet d'une croissance démographique mal absorbée. Le secteur privé, estime-t-il, doit travailler aux côtés des États, en appui.

Enko Education n'est pas une lubie tardive. Le pro-



jet puise ses racines dans une histoire familiale ancienne. À Yaoundé, dans le quartier résidentiel de Bastos, leur mère fonde et dirige depuis plus de trente ans le Complexe scolaire international La Gaieté, établissement privé accueillant des élèves de la maternelle au secondaire. Une école exigeante, pensée comme un ascenseur intellectuel plus que comme une vitrine sociale. Bien avant Enko, bien avant les fonds et les levées de capitaux, La Gaieté fut le premier chantier. Celui où l'instruction cesse d'être un principe abstrait pour devenir un investissement quotidien, mesurable, transmissible.

Depuis sa création, Enko Education a suivi une trajectoire mesurée mais solide. Lancé avec 700 000 dollars en 2013, le groupe revendique aujourd'hui plus de 23 millions de dollars levés auprès d'investisseurs institutionnels. Le nom n'est pas un hasard : le « E » est un sigma, symbole mathématique de la somme. Enko, c'est donc la somme des « NKO - ntchou ». Il fallait y penser.

William Nkontchou, l'ingénierie de la finance

Chez les Nkontchou, William est celui qui parle peu et calcule beaucoup. Diplômé de la prestigieuse École polytechnique de Paris, il ne s'arrête pas là et collectionne les diplômes comme certains collectionnent les timbres-poste. Il poursuit sa formation à l'École des mines de Paris, puis à Harvard, aux États-Unis, où il complète un cursus orienté vers la finance et le management. Un itinéraire d'excellence, typique des profils capables de dialoguer aussi bien avec les ingénieurs qu'avec les investisseurs institutionnels.

Sa carrière débute dans l'industrie, chez General Electric, où il acquiert une culture opérationnelle et industrielle précieuse. Il bascule ensuite vers la banque d'investissement à Londres, notamment chez Merrill Lynch, où il se spécialise dans les marchés émergents, la structuration financière et les opérations complexes de levée de capitaux. Ancien Managing Director du bureau parisien d'Emerging Capital Partners (ECP), il a cofondé et présidé l'African Financial Institutions Investment Platform (AFIIP).

Structuration financière, analyse des risques, ingénierie de capital : il préfère les modèles aux slogans. Dans la galaxie familiale, il transforme la vision en



équations, les ambitions en bilans solides.

Peu de distractions, beaucoup de travail et une complicité assumée : « Nous avons la chance de regarder le monde professionnel de la même manière », résume-t-il sobrement.

Mireille, la colonne éducative

Acette architecture familiale, leur sœur aînée Mireille apporte une colonne discrète mais décisive. Diplômée de la London School of Economics, ancienne vice-présidente du bureau londonien du broker BGC Partners, elle a quitté les parquets feutrés de la finance internationale pour prendre en main un autre levier stratégique : l'éducation. Aujourd'hui Country Manager d'Enko Education Cameroon, elle veille au déploiement local d'un projet qui, chez les Nkontchou, n'a jamais été périphérique.

Les enfants le répétaient souvent à leur père, disparu il y a quelques années : "aucun investissement ne vaut s'il ne passe par l'instruction". Ils y ont cru, ils l'ont appliqué. Avant la finance, il y eut l'école. Avant les deals, les diplômes. Le reste est venu ensuite, presque naturellement.

À Noël, lorsque les marchés ferment les paren-

thèses, la réussite se fait plus simple. La famille se retrouve à Yaoundé, autour de la mère, puis s'échappe à Kribi, ville balnéaire et touristique, pour une respiration "océane" avant la reprise. À Baham, dans l'Ouest du Cameroun, les enfants ont fait ériger une chapelle pour elle. Geste filial, fidèle à une maison où la foi se pratique à voix basse et la gratitude à Dieu sans communiqué.

Aujourd'hui, le trio avance à pas comptés mais déterminés. Leur nouveau terrain d'expression est la reprise de filiales bancaires africaines cédées par des groupes européens en repli stratégique. Les opérations engagées en Mauritanie et au Tchad, dans le giron de Société Générale, une banque française, ne sont qu'un début. Le processus sera long. Ils le savent. Et n'ont aucune raison de se presser. Chez les Nkontchou, la réussite ne se proclame pas. Elle s'additionne, patiemment, à l'abri du vacarme.



Transport aérien

L'Éthiopie bâtit le plus grand aéroport d'Afrique

Après le plus grand barrage du continent, l'Éthiopie engage un nouveau chantier d'envergure avec la construction d'un aéroport international à Bishoftu. Une infrastructure portée par le Premier ministre Abiy Ahmed, avec l'ambition de la hisser au sommet de la hiérarchie aéroportuaire africaine et mondiale.

► Par Ronie Floride AGAMMA

L'Éthiopie poursuit sa stratégie d'ouverture économique à travers des projets structurants. Après le barrage de la Renaissance africaine, le pays a lancé, début 2026, la

construction d'un nouvel aéroport international. Implanté à Bishoftu, à une quarantaine de kilomètres d'Addis-Abeba, ce mégaprojet est appelé à devenir la principale plateforme aéroportuaire du continent. Il

est destiné à remplacer, pour les liaisons internationales, l'actuel aéroport de Bole, situé en plein cœur de la capitale, dont la capacité est estimée à environ 25 millions de passagers par an. S'étendant sur une superficie de

35 km², le futur aéroport affichera une capacité de 60 millions de passagers annuels à l'issue de la première phase des travaux, avant d'atteindre, à terme, près de 110 millions de passagers. De quoi rivaliser avec les plus grands hubs mondiaux et positionner durablement l'Éthiopie parmi les plaques tournantes majeures du transport aérien international.

Ce projet vient renforcer la place du pays comme hub aérien en Afrique, appuyé par Ethiopian Airlines, compagnie nationale entièrement publique. Une singularité sur le continent. Leader africain en termes de flotte et de trafic passagers, la compagnie figure également parmi les rares transporteurs africains régulièrement bénéficiaires.

Engagement, financement, construction...

Prévue pour s'étendre sur cinq ans, la construction de l'aéroport de Bishoftu représente un investissement colossal de 12,7 milliards de dollars (environ 11 milliards d'euros). Le projet s'inscrit pleinement dans la politique de libéralisation et d'ouverture de l'économie éthiopienne aux capitaux privés internationaux, notamment occidentaux. Les autorités multiplient ainsi les démarches pour attirer des investisseurs privés.

Ethiopian Airlines apparaît comme le premier contributeur financier, avec un engagement de 610 millions de dollars, destinés notamment aux travaux de terrassement et de nivellement des sols.

« Nous avons soumis l'étude de faisabilité du projet aux financeurs potentiels et nombreux d'entre eux ont manifesté leur intérêt. À ce jour, environ 6 mil-

liards de dollars ont été collectés », a précisé Mesfin Tasew, l'un des dirigeants du groupe Ethiopian Airlines.

Selon des sources officielles, le projet a déjà obtenu un engagement de financement de 500 millions de dollars de la Banque africaine de développement (BAD). Par ailleurs, des discussions sont en cours avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la DFC, l'agence américaine de financement du développement international, en vue de mobiliser les ressources nécessaires au lancement effectif des travaux. Au-delà de l'aéroport, ce futur

hub s'inscrit dans un programme d'infrastructures plus large. Celui-ci comprend la construction d'une autoroute moderne à plusieurs voies reliant Bishoftu à Addis-Abeba, ainsi qu'une ligne ferroviaire à grande vitesse de 38 kilomètres, avec une vitesse prévue comprise entre 120 et 200 km/h.

L'objectif affiché est clair : renforcer l'attractivité du pays, notamment auprès des touristes et des investisseurs étrangers. Un pari ambitieux, dans un contexte marqué par des tensions sécuritaires persistantes dans certaines régions, notamment en Oromia, où se situe Bishoftu, et en Amhara, deux des zones les plus peuplées du pays.

Abiy Ahmed,
Premier Ministre
éthiopien



Port Autonome d'Abidjan

Le personnel rend hommage à Hien Yacouba Sié, nommé au gouvernement

Nommé Ministre des Infrastructures et de l'Entretien Routier, le Directeur général du Port Autonome d'Abidjan, Hien Yacouba Sié, a reçu les hommages de la communauté portuaire lors d'une cérémonie marquée par la reconnaissance envers un dirigeant dont l'action a durablement marqué l'institution.

► Par Ambroise AMETOWONA



Consacrant un parcours professionnel exemplaire et un engagement constant au service du développement des infrastructures, le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a nommé, le vendredi 23 janvier 2026, le directeur général du Port Autonome d'Abidjan (PAA), Hien Yacouba Sié, ministre des infrastructures et de l'entretien routier.

L'annonce de cette nomination a provoqué une vague de réactions au sein du Port Autonome d'Abidjan. Le personnel de l'entreprise et l'ensemble de la communauté portuaire ont, en effet, exprimer leur reconnaissance à celui qui, au fil des an-

nées, a contribué à positionner le Port d'Abidjan comme un hub maritime majeur sur la façade atlantique de l'Afrique.

Réunis le lundi 26 janvier 2026 à l'auditorium de la Direction générale, les travailleurs du Port Autonome d'Abidjan ont organisé une cérémonie d'hommage en l'honneur de leur désormais ancien Directeur général. Prenant la parole au nom du personnel, Tiémoko Cherif, directeur des achats et de la gestion des stocks, a salué un dirigeant à l'écoute, dont le leadership a favorisé la modernisation des infrastructures, l'amélioration des performances et le rayonnement de l'institution.

Dans une atmosphère empreinte d'émotion et de reconnaissance, il a rappelé les principales réalisations accomplies sous la direction de Hien Yacouba Sié, ainsi que les valeurs de professionnalisme, de cohésion et de responsabilité qu'il a su transmettre à l'ensemble des équipes. Le personnel, par la voix de son porte-parole, a adressé ses félicitations au nouveau ministre, tout en lui souhaitant plein succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, convaincu qu'il continuera à servir la nation avec la même détermination, la même intégrité et le

même sens du devoir.

Dans une intervention longuement applaudie, le ministre des infrastructures et de l'entretien routier a mesuré la portée de cette nomination. Il a exprimé sa profonde reconnaissance au chef de l'État pour la confiance placée en sa personne, ainsi qu'à la communauté portuaire et au personnel du Port Autonome d'Abidjan pour l'accompagnement constant dans l'atteinte des objectifs assignés à l'institution.

Hien Yacouba Sié est également revenu sur les actions majeures menées durant son mandat, évoquant notamment la modernisation des infrastructures, le renforcement de la gouvernance, l'amélioration des performances opérationnelles et la valorisation du capital humain. Il a exhorté les travailleurs à préserver les acquis et à poursuivre la dynamique de progrès engagée, dans un esprit de cohésion et d'excellence.

Abordant ses nouvelles responsabilités gouvernementales, il a réaffirmé sa volonté de demeurer au service de la Côte d'Ivoire avec la même détermination, soulignant que l'expérience acquise au Port Autonome d'Abidjan constituera un socle solide pour relever les défis à venir.



Champ pétrolier de Sèmè

Les enjeux économiques du retour du Bénin

Après plusieurs semaines d'incertitude, la société Akrake Petroleum annonce un démarrage de la production à la fin janvier 2026. Cette relance marque le retour du Bénin dans le cercle des producteurs de pétrole offshore, près de trente ans après l'arrêt des activités.

► Par Kevin da SILVA

Le champ de Sèmè est situé dans les eaux territoriales béninoises. Il avait déjà été exploité entre 1982 et 1990, avec près de 22 millions de barils de pétrole brut produits, sous la conduite de la compagnie norvégienne Saga Petroleum.

La baisse des cours mondiaux avait alors conduit à l'arrêt de l'exploitation. Fin 2023, l'État béninois a confié le redéveloppement du champ au groupe Rex International, à travers sa filiale indirecte Akrake Petroleum. Les principales installations sont désormais en place. L'unité mo-

bile de production Stella Energy 1 et l'unité flottante de stockage Kristina sont positionnées sur le site. La mise en production dépend désormais de la finalisation du forage du puits AK-2H. Selon l'opérateur, plusieurs difficultés techniques ont retardé le calendrier initial, qui

prévoyait un démarrage avant fin 2025. Les opérations ont été confrontées à des couches géologiques instables, notamment des schistes. De nouvelles données géomécaniques ont permis d'ajuster les paramètres de forage et de sécuriser les travaux. La campagne de forage comprend trois puits.

Le puits AK-1P est destiné à l'exploration et à une meilleure connaissance des réservoirs profonds. Les puits horizontaux AK-1H et AK-2H ciblent le réservoir H6, déjà exploité lors de la première phase de production. Une fois le puits AK-2H achevé, d'autres forages pourraient être engagés plus tard en 2026, avec le déploiement d'une nouvelle plateforme.

Le projet s'appuie également sur l'analyse de données sismiques 3D réalisées en 2007. La production attendue est estimée entre 15 000 et 16 000 barils par jour. Ce volume reste modeste à l'échelle mondiale, mais il demeure significatif pour l'économie béninoise.

Quels impacts économiques pour le Bénin ?

Pour Franck Rolland Sossa, spécialiste des questions fiscales et diplômé de l'Institut national des techniques économiques et comptables de Paris, la relance du champ de Sèmè constitue « une très bonne nouvelle pour l'économie béninoise », même si les enjeux actuels diffèrent fortement de ceux des années 1980 et 1990.

Selon l'expert, l'État béninois tirera des revenus importants de cette reprise. « L'État perçoit des recettes significatives à travers les taxes, les redevances et sa participation directe dans le projet », explique-t-il. Dans le

cadre du contrat de partage de production, Akrake Petroleum détient 76 % des parts, l'État béninois 15 %, et la société locale Octogone Trading 9 %. Cette participation garantit au Trésor public des entrées financières régulières.

Franck Rolland Sossa souligne également les retombées indirectes du projet. La reprise de la production pourrait générer des emplois directs et indirects, renforcer la sécurité énergétique du pays et améliorer sa position géopolitique dans la sous-région. Les revenus pétroliers pourraient aussi servir à diversifier l'économie et à investir dans d'autres secteurs porteurs. « La fiscalité seule ne peut pas permettre au Bénin d'accélérer son développement. Les ressources issues du pétrole peuvent compléter cet effort », estime-t-il.

L'expert met toutefois en garde contre certains risques. Il évoque une possible dépendance ac-

crue aux fluctuations des prix du pétrole, susceptible de fragiliser les finances publiques. Il alerte également sur les enjeux environnementaux, sociaux et sanitaires liés à l'exploitation pétrolière, notamment les risques de pollution et les impacts sur les populations riveraines.

Selon lui, la réussite du projet dépendra de la capacité de l'État à mettre en place des politiques équilibrées. « Il faudra gérer les impacts négatifs tout en capitalisant sur les opportunités économiques offertes par cette ressource », conclut-il.

Avec le retour du champ de Sèmè, le Bénin ouvre un nouveau chapitre de son histoire énergétique. Plus qu'un simple retour à la production pétrolière, ce projet représente un choix stratégique. Son succès reposera sur une gouvernance rigoureuse, une vision de long terme et une utilisation responsable des revenus générés.



José Didier Tonato, ministre de l'énergie, de l'eau et des mines



Filière cacao

Lumière sur un secteur prometteur pour l'économie béninoise

Avec une production annuelle encore modeste, inférieure à 200 tonnes en 2020, le Bénin affiche néanmoins une volonté affirmée de faire du cacao une filière émergente à fort potentiel de revenus.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Diversifier son agriculture en faisant du cacao une filière porteuse : tel est l'engagement de l'État béninois et des acteurs du secteur, qui s'investissent de plus en plus dans son développement. Ensemble, ils œuvrent à la structuration de la filière et entendent capitaliser sur la hausse des prix mondiaux. D'après une publication de l'Observatoire du Commerce, de l'Industrie et des Services (OCIS) de la Chambre d'Industrie et du Commerce du Bénin (CCIB),

le pays dispose d'un potentiel encore largement inexploité pour le développement de cette culture.

Ancrée dans l'économie nationale depuis les années 1980, la filière cacao offre des opportunités économiques, sociales et environnementales significatives, bien qu'elle demeure à un stade embryonnaire. La production nationale est estimée à 181 tonnes en 2020, contre 4,69 millions de tonnes à l'échelle mondiale en 2024/2025, selon l'Organisation internationale du cacao (ICCO). Bien que

modeste, cette production est le fruit du travail acharné des agriculteurs et positionne le Bénin dans une dynamique régionale intéressante. Le pays se classe ainsi troisième dans l'espace francophone, derrière le Togo et la Côte d'Ivoire.

Production, transformation et marchés

Le cacao est produit dans six départements du Bénin (Plateau, Ouémé, Atlantique, Mono, Couffo et Zou) où les conditions pédoclimatiques sont favorables. Selon l'OCIS, la production de fèves de cacao est

principalement assurée par de petites exploitations agricoles familiales. Une configuration qui complique l'atteinte d'une production à grande échelle susceptible de permettre au pays de rivaliser avec les grands producteurs.

En 2020, 334 producteurs, organisés en coopératives et mobilisés par le gouvernement, ont exploité une superficie totale de 362 hectares. Cette expérience a permis d'atteindre une production de 181 tonnes. Toutefois, ces résultats demeurent insuffisants au regard de l'ambition nationale de faire du cacao une filière émergente.

Pour relancer le secteur, l'État a annoncé le développement de plantations de cacaoyers à grande échelle, sur une superficie cible de 50 000 hectares, avec pour objectif de doubler le revenu des producteurs. Il s'agit de valoriser le cacao béninois, de créer des emplois et de renforcer la transformation locale afin de capter davantage de valeur ajoutée au-delà de l'exportation de fèves brutes. Le développement de produits transformés, beurre de cacao, poudre et produits semi-finis, apparaît également comme un levier stratégique pour améliorer la compétitivité du secteur.

Selon la Fédération nationale des cacaoculteurs du Bénin, la valeur des exportations de cacao s'élevait à environ 200 000 dollars américains en 2020. Le circuit de commercialisation repose sur des ventes individuelles sur le marché local et vers les commerçants nigériens. Entre 2018 et 2020, les ventes groupées au niveau communautaire à destination des commerçants nationaux et nigériens ont atteint 108 tonnes, selon la même

source. Le prix de vente groupé a culminé à 1 700 000 francs CFA la tonne en 2015, soit le double des prix pratiqués auparavant. Par ailleurs, l'amélioration des recettes issues de la vente groupée a contribué à l'augmentation du nombre de producteurs adhérant à l'initiative, ainsi que des superficies cultivées et des volumes produits. Dans les départements de l'Ouémé et du Plateau, le nombre de producteurs est ainsi passé de 191 en 2013 à 291 en 2017. Les superficies de plantations ont progressé de 115 à 308 hectares sur la même période, tandis que la production de fèves est passée de 103 à 277 tonnes.

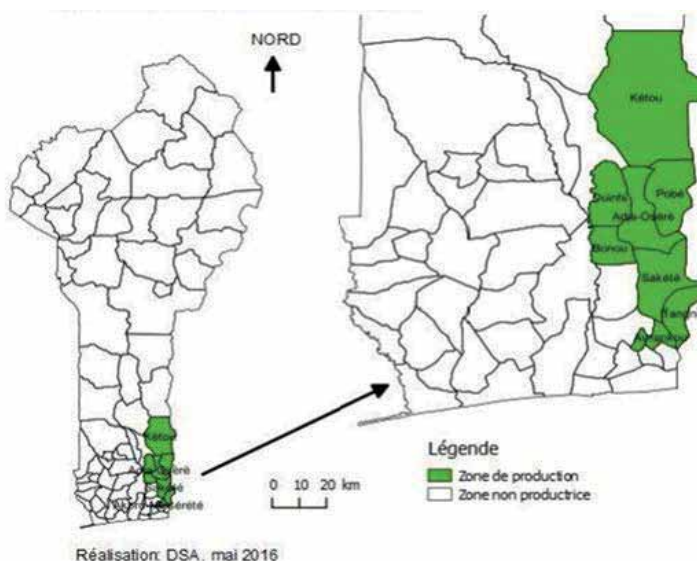
Contribution de la filière à l'économie nationale

Bien que la valeur des exportations de cacao ait été estimée à environ 200 000 dollars américains en 2020, cette contribution reste significative pour l'économie nationale. Selon l'OCIS/CCIB, les recettes générées par les exportations de cacao

participent à l'amélioration de la balance commerciale du pays en fournissant des devises étrangères nécessaires à l'importation de biens et de services. La culture du cacao demeure ainsi essentielle pour les moyens de subsistance de nombreuses familles rurales. Les revenus issus de la vente des fèves permettent aux producteurs de couvrir des besoins fondamentaux tels que l'alimentation, l'éducation et la santé.

La filière génère également de nombreux emplois, non seulement au niveau de la production, mais aussi dans les secteurs connexes. Des milliers de personnes sont employées dans les activités de culture, de récolte, de traitement et de commercialisation du cacao. À cela s'ajoutent les emplois créés dans le transport, la transformation artisanale et industrielle, ainsi que dans les services de soutien, notamment la fourniture d'intrants agricoles et le conseil technique.

Afin de maximiser les bénéfices



Principales zones de production de fèves de cacao au Bénin

économiques et environnementaux, plusieurs initiatives de développement durable ont été mises en œuvre. Des projets de certification, tels que Fairtrade et Rainforest Alliance, visent à garantir que le cacao produit au Bénin respecte des normes élevées en matière de durabilité environnementale et sociale. Ces certifications facilitent l'accès à des marchés premium, où les fèves certifiées se vendent à des prix plus élevés.

En parallèle, des programmes de formation et de soutien technique cherchent à améliorer les pratiques agricoles, à accroître les rendements et à rehausser la qualité du cacao. L'adoption de techniques agroforestières contribue notamment à la conservation des ressources naturelles et à la lutte contre la déforestation, tout en renforçant la productivité des exploitations. La filière cacao participe ainsi à la création de revenus, en particulier dans les zones rurales, et offre des opportunités en matière d'industrialisation, d'investissement privé et d'intégration aux chaînes de valeur régionales.

Défis et perspectives

Le cacao constitue une culture d'exportation stratégique pour le Bénin, en complément du coton, de l'ananas, de l'anacarde et du palmier à huile. Toutefois, la filière demeure sous-développée et confrontée à de nombreux défis : faible maîtrise des techniques culturales adaptées, insuffisance de l'appui financier, faible organisation des acteurs, vieillissement des plantations sans entretien adéquat, entre autres contraintes.

Face à la volonté affichée du gouvernement d'accompagner

les cacaoculteurs, la filière dispose néanmoins de réelles perspectives de croissance. En combinant des conditions agroécologiques favorables et un contexte ouest-africain porteur, marqué par une forte demande mondiale, la Côte d'Ivoire fournissant à elle seule environ 60 % de la production mondiale, le Bénin peut tirer son épingle du jeu et faire du cacao une opportunité économique majeure.

Déjà très recherché pour sa qualité, le cacao béninois peut, selon le document « Filières émergentes au Bénin : Projecteur sur la filière cacao » de l'OCIS/CCIB, générer des revenus pour les petits exploitants, réduire la pauvreté rurale, diversifier les exportations agricoles et renforcer les systèmes agroforestiers, contribuant ainsi à limiter la déforestation.

La publication souligne également les opportunités de transformation et de positionnement sur le marché du luxe. Pour y parvenir, il s'agira de faire évoluer le cacao d'une simple matière première vers des produits transformés (chocolats, savons)

et des produits dérivés, tels que les tourteaux pour l'alimentation animale. Cela suppose la mise en place de circuits courts entre producteurs et chocolatiers, ainsi qu'un meilleur accès au financement pour les agriculteurs.

Dans cette dynamique, le gouvernement, à travers l'APIEX, avait annoncé en 2021 une collaboration avec le club des « Chocolatiers engagés », lesquels avaient exprimé leur volonté d'utiliser le cacao béninois dans une démarche plaçant le producteur au cœur du processus de production et de transformation. L'objectif était de travailler ensemble afin que le cacao béninois transformé figure sur les meilleures tables du monde. Bien qu'identifiée comme une filière émergente à fort potentiel, la cacao-culture au Bénin nécessite des actions urgentes et ciblées. L'État est ainsi appelé à renforcer l'organisation des acteurs, à faciliter l'accès au financement, à développer les compétences et à structurer les marchés, afin de créer les conditions propices à l'éclosion durable de la filière.





► Par Noël YAO

À l'heure et à l'ère des champions nationaux

L'importante et stratégique question de la "sophocratie" remonte à l'Antiquité, avec Platon. Pour le philosophe grec, au sein de la République, "le roi doit être un philosophe", c'est-à-dire un sachant, si ce n'est (carrément) un "...savant", un érudit, un connaisseur des choses et des œuvres de l'esprit et de la vie.

En sens inverse, "le philosophe doit être roi", c'est-à-dire se voir confier la gestion saine, efficace et salubre de la Cité. Il n'est pas question de confier le sort des hommes et des femmes vivant dans la cité à des personnes qui ne sont ni sages ni savantes. En langage plus simple et plus clair d'aujourd'hui, il faut confier la gestion de la République à ceux et celles qui « connaissent papier ».

En ouvrant le dossier des "vingt-six qui vont faire l'année 2026", il

va sans dire que notre magazine économique international "Impact Business" entend aborder cette question de la bonne gouvernance et de l'efficacité économique à l'aune des réalités contingentes et actuelles.

Les managers, chefs et dirigeants d'entreprises identifiés dans notre dossier sont des hommes et des femmes qui ont déjà osé, qui ont déjà fait montre de compétences dans la prise d'initiatives et dans un entrepreneuriat porteur, positif et bénéfique, tant pour la bonne marche de leur business que pour la croissance macroéconomique.

Ce sont, en des termes plus flatteurs, des "CHAMPIONS NATIONAUX", ou en passe de le devenir, avec des résultats économiques réels et probants. Modèles de référence, ils impactent positivement et efficacement la vie économique de la

nation.

Dans cette réussite, il y a bien sûr la gestion économique et managériale stricto sensu, portée par chacun et chacune, mais il y a aussi des actions en faveur d'une bonne et saine gouvernance, afin de la porter au pinacle.

Ces exemples doivent être connus, promus, popularisés, copiés, imités et disséminés, en vue de créer une dynamique et une impulsion nouvelles.

En ce 21^e siècle des nouvelles et puissantes technologies et de l'IA, nos économies doivent être bien encadrées et solidement tenues par des cadres compétents, fiers de compétitivité et de performance managériale.



Une Référence Internationale



UN HUB PORT EN AFRIQUE



E-mail: info@paa.ci - Site Web: www.portabidjan.ci - Facebook: [portabidjan](https://www.facebook.com/portabidjan)



PAYME by LONACI
ENCAISSEZ VOS GAINS EN LIGNE

PAYME REPOUSSE SES LIMITES

ENCAISSEZ JUSQU'À 2.000.000 FCFA



Rendez-vous sur
payme.lonacionline.ci
pour encaisser vos gains
sans vous déplacer et
en toute sécurité !



f @ LONACI officiel
www.lonacionline.ci • 590#
9900

ON A TOUS
UNE BONNE
RAISON DE JOUER

LONACI
LOTÉRIE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE